# 

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

HEBDOMADAIRE paraît le mercredi
15 JANVIER 1969

Nº 26

Les révolutionnaires

et

## L'EMBARGO SUR LES ARMES POUR ISRAEL

#### sommaire



M. Cabot-Lodge

A.F.F

VIETNAM:
palinodies de Thieuet Ky
(voir p. 2)

Une intention louable:
 LOUER DES LOCAUX INHABITABLES!

(voir p. 5)



M. Smrkovsky

4 C D

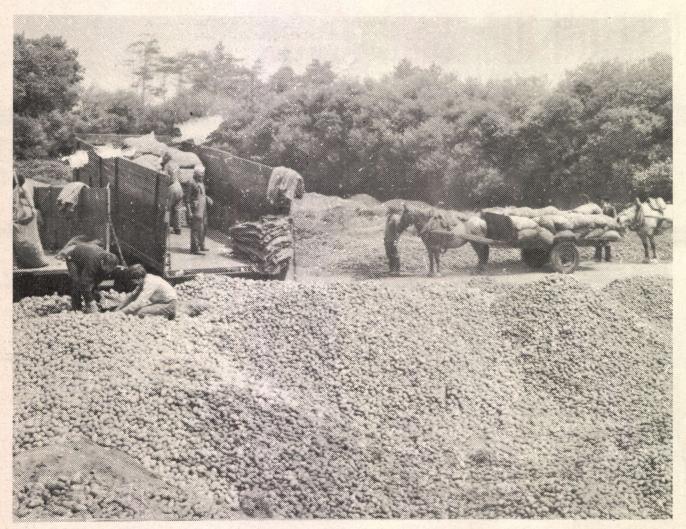
SMRKOVSKY rétrogradé, victoire des russes (voir p. 2)

IRLANDE :

 La lutte religieuse
 recouvre la lutte
 des classes

(voir p. 4)

## L'autonomisme breton



Mévente de pommes de terre en B.Z.H.

(Photo U.P.I.)

pas d'effet sans cause

## Les palinodies de Thieu et Ky

OICI maintenant huit mois que les négociations de Paris ont débuté, sans que les choses aient avancé sensiblement. Les discussions préliminaires piétinent, bloquées par les exigences des fantoches de Saigon, qui, conscients que l'aboutissement des pourparlers signifierait la fin de leur pouvoir, ne sont naturellement guère pressés de les voir aboutir. Thieu, Ky, toute la clique mise sur pied par les Américains, tout ce beau monde sait fort bien qu'il n'y aura pas de place pour lui dans le régime qui sortira des discussions en cours. Les laquais ne sont guère pressés de rendre leur livrée.

Mais de toute évidence, les baudruches de Saigon, malgré leur exorbitante prétention, n'ont pas, à eux seuls, le pouvoir de bloquer quoi que ce soit. D'importance, ils n'ont que celle que veulent bien leur accorder leurs maîtres américains; pas un pouce de plus. Et si les pourparlers traînent, c'est parce que ces derniers ne sont pas pressés de les voir aboutir.

Si le principe des pourparlers leur a été imposé par l'offensive du Têt, dont on fêtera dans quelques jours le premier anniversaire, la modification du rapport de forces créée et exprimée par cette offensive n'a pas été suffisante pour imposer à l'impérialisme U.S. une négociation précipitée. Il en a certes admis le principe, mais il est décidé à prendre son temps. D'autant que, maintenant que les élections présidentielles sont passées, les Américains n'ont plus besoin de prendre d'initiatives spectaculaires, ni de faire des déclarations publicitaires.

D'autant, aussi, qu'ils sont relativement embarrassés. Des années durant, ils ont utilisé comme couverture juridique et politique à leur intervention, la fiction d'un gouvernement sud-vietnamien, représentatif de la population. Cette fiction leur est encore nécessaire. Car, sinon, comment justifieraient-ils leur participation à des négociations concernant le sort futur du Vietnam. A quel

M. Tran Hoi Nam montre le croquis d'une table ronde qu'il recommandait pour la conférence de Paris.

(Photo U.P.I.)

titre participeraient-ils aux négociations de Paris ? Certes, les Américains pourraient bien faire affaire avec d'autres. Mais qui? De nombreux projets concernant les étapes futures des négociations, officieux ou semi-officiels, circulent en ce moment à Saigon. Des intermédiaires moins compromis sont sur les rangs, mais accepteront-ils de se compromettre dès maintenant, à cette étape des pourparlers, avec les Américains?

En attendant, les choses pourront se poursuivre ainsi un bon moment encore. Un temps encore, Thieu et Ky pourront continuer leurs palinodies, multipliant les déclarations les plus contradictoires, mêlant sans vergogne les propos les plus fanfarons aux propos conciliants. Ils offrent le spectacle sinistre des pantins qui profitent du répit que leur laissent les Américains, pour faire semblant d'être ce qu'ils ne sont pas, ce qu'ils n'ont jamais été: des représentants du peuple vietnamien. On verra encore, comme ce qui s'est passé ces jours derniers, Ky

déclarer que la forme de la table de négociations n'avait aucune espèce d'importance, tandis que son compère Thieu disait peu après qu'au contraire, elle était primordiale, ou que le représentant du gouvernement sudvietnamien à Paris, Phan Dang leur déclare, lui, qu'il considère « le F.N.L. comme une réalité et non une en-

> procure bien des déboires à son gouvernement. Ces sinistres jeux de mots, ces esquives et pour finir ces concessions réticentes permettent aux fantoches de différer l'échéance, et aux Américains de sauver la face politiquement.

> tité. » Une réalité ou une entité qui, disons-le en passant,

Mais, durant ce temps, les combattants vietnamiens, le peuple vietnamien continue son combat, sans répit. Il continue de mourir pour une victoire déjà acquise. Car les combattants vietcongs savent bien que c'est ce combat, et uniquement ce combat qui leur a permis de conquérir le droit à la parole et qu'il faut continuer à se battre pour qu'ils gardent le droit de discuter.

## LA RETROGRADATION DE SMRKOVSKY

### une victoire politique des Russes

PRES plusieurs semaines de tergiversation, le Praesidium du P.C. tchécoslovaque a fini par prendre position dans l'affaire Smrkovsky. Husak, premier secrétaire du Parti slovaque et chef de file des « réalistes », partisans de la collaboration avec les Russes, a eu gain de cause. La présidence du Parlement fédéral sera attribuée à Colotka, un Slovaque.



M. Smrkovsky

(Photo U.P.I.)

Il faudra attendre la ratification du Comité central et le vote des deux chambres du Parlement pour que la nomination de Colotka devienne effective, mais il ne s'agit plus que de pures formalités. Il est d'ores et déjà acquis que sous prétexte d'une plus juste répartition des postes responsables entre les deux nationalités tchèques et slovaques dans le cadre des structures Smrkovsky sera relégué à un poste de second plan.

C'est là incontestablement une victoire politique pour le Kremlin qui aura réussi à éliminer celui qui est devenu aux yeux du peuple tchécoslovaque le symbole de la politique poursuivie depuis janvier. Le limogeage de Smrkovsky marque par la même occasion la dislocation du quatuor « libéral » ou du moins considéré comme tel en qui, au moment de l'invasion, le peuple tchécoslovaque avait mis sa confiance. Cernik et Svoboda penchent ouvertement vers une politique « réaliste » à l'égard des occupants. Dubcek et Smrkovsky lui-même emboîtent le pas et couvrent de leur autorité la politique de démission à l'égard des exigences de Moscou.

Depuis le début de l'« affaire Smrkovsky » chaque Tchécoslovaque savait quel était l'enjeu réel de ce qui fut présenté comme une querelle entre les deux nationalités. Si le projet de l'élimination de l'ancien président du Parlement a déclenché une vague de protestations à travers le pays c'est que les éléments les plus combattifs de la population voulaient arrêter la succession de capitulations qui sont en train de donner aux Russes cette victoire politique qu'ils n'ont pas pu obtenir au mois d'août dernier.

Malgré la clarté de l'enjeu, le Praesidium du Parti où pourtant les collaborationnistes ouverts à la Husak sont en minorité, a une fois de plus cédé devant les exigences soviétiques. Smrkovsky luimême préféra sacrifier son propre avenir politique plutôt que de faire sienne ou même de cautionner la volonté de résistance d'une partie de la population.

Il préféra désavouer ceux-là même qui se mobilisèrent pour le défendre. Ce faisant, il a contribué à démoraliser, à démobiliser un petit peu plus la fraction du peuple qui n'a pas encore perdu toute volonté de résistance. Mais il a sans doute contribué aussi à ouvrir bien des yeux sur ce que sont, sur ce que peuvent être des dirigeants à la Dubcek où à la Smrkovsky, sur leur profonde méfiance à l'égard du peuple qu'il leur échut de représenter.

La démoralisation et la désillusion

continueront leur œuvre sur le rapport entre dirigeants « libéraux » et les masses. A la confiance unanime des premières semaines de l'invasion avait déià succédé le divorce entre les dirigeants et la partie la plus combative de la population. Smrkovsky fut sans doute celui dont le crédit était le moins entamé. Maintenant le peuple est à même de juger qu'il ne diffère en rien des autres chefs de file de la « politique de janvier ». La prochaine étape de cette évolution se dessine déjà. En continuant de céder sous la pression des occupants sous prétexte que, pour reprendre la justification utilisée par Dubcek à la télévision « nous pouvons encore perdre beaucoup », les dirigeants actuels apparaîtront inévitablement comme les responsables de ce qui a été ou sera perdu. Au divorce d'avec la fraction la plus combative succèdera la méfiance, puis l'hostilité. Coupés des masses, de ceux justement dont la résistance courageuse avait imposé qu'ils restent au pouvoir, les dirigeants « libéraux » seront à la merci des occupants. Il appartiendra dans une large mesure à ces derniers de décider s'ils préféreront faire jouer à Dubcek et Cie le rôle de Gomulka — non pas celui de 56 mais de 68 — ou bien s'ils préféreront se débarrasser d'eux purement et simplement.

## Procès à Théhéran

 De trois à dix ans de travaux forcés requis par l'accusation contre des étudiants et des intellectuels « communistes et partisans du Front National ».

- Des accusés affirment avoir été torturés.

RRETES depuis un an, maintenus depuis lors au secret, quatorze étudiants et intellectuels comparaissent actuellement devant le Tribunal militaire de Téhéran. Ils sont accusés de « complot contre la sécurité de l'Etat » et tombent sous le coup de la législation militaire iranienne. Certains d'entre eux risquaient la peine de mort.

Ces arrestations avaient été maintenues secrètes. La presse iranienne n'en était nullement informée. Et il a fallu que le journal Le Monde fasse connaître, au mois de novembre, un communiqué de la Confédération des Etudiants iraniens, dont le siège est à Francfort, dans lequel était dénoncé l'internement arbitraire et secret de ces jeunes étudiants et intellectuels pour que les milieux officiels de Téhéran envoient une protestation à ce journal. Il affirmait, dans ce communiqué, que le procès serait public, avouant par là qu'il en existait bien un en perspective.

Il est vrai que le souvenir des procès qui ont eu lieu en 1965-66 est encore très vivace. Et qu'à ces procès où le procureur militaire requit treize peines de mort qui furent confirmées par le tribunal militaire, c'est la campagne qui fut faite au sujet de ces condamnations odieuses dans des pays comme la France qui obligea le Chah à diminuer ces peines.

Aujourd'hui, le procureur militaire réclame simplement de trois à dix ans de travaux forcés. C'est un progrès par rapport au dernier procès. Mais l'on sait aussi que la prison n'est pas une maison de repos et dans certaines conditions cela peut égaler la peine de mort.

D'autre part, si ce procès a été public c'est grâce à la révélation que faisait le communiqué des étudiants iraniens. Ce communiqué affirmait que 17 personnes étaient arrêtées depuis janvier. Or, le tribunal ne peut en présenter que quatorze. Il est à craindre que les trois autres aient péri sous la torture.

Au cours de ce procès, qui se déroule depuis le 6 janvier, dix des accusés ont affirmé qu'ils avaient été torturés en prison. Ils ont tous refuté l'accusation de complot, précisant qu'ils n'avaient pas d'activités communistes et qu'ils n'avaient jamais formé de groupement pour attenter à la sécurité de l'Etat, délit pour lequel ils sont actuellement jugés.

Un des accusés, Abbas Sourki, licencié en philosophie et employé à la Banque Nationale, a déclaré qu'il avait signé ses aveux après cinquante heures d'interrogatoires et vingt jours de cellule.

Le procureur général militaire, le général Farséou, est venu personnellement, mardi 7 janvier, répondre aux affirmations des accusés sur les tortures. La place de procureur n'est plus dans ce cas-là une sinécure.

A l'heure où nous écrivons, le procès n'est pas terminé, mais une chose est sûre et certaine : c'est que le crime aime le silence et le maximum de publicité doit être fait à ce procès, en ce moment, et ensuite sur les emprisonnés, afin que la dictature et l'arbitraire reculent devant de tels gestes et soient obligés d'atténuer leur répression.

## La situation universitaire en Iran

Au printemps 1967 explosa au grand jour le mouvement des étudiants de l'Université de TABRIZ, étouffé jusque là, tant bien que mal, par la vigilance de la police secrète (SAVAK).

Les revendications estudiantines avaient surtout un caractère syndical. Elles tendaient à la suppression des droits élevés d'inscription, la formation d'une assemblée générale d'étudiants et la participation de ceux-ci à la gestion de l'Université; en outre l'épuration du corps enseignant.

Le mouvement prit un e grande ampleur et fut suivi par toutes les universités iraniennes. Pour enrayer le développement de cette campagne, la SAVAK intervint énergiquement et mit en œuvre ses méthodes habituelles: arrestations, tortures.

Mais devant la courageuse persévérance des étudiants, le pouvoir décida de changer de tactique et d'essayer ce que l'on appellerait ailleurs, le dialogue. Une délégation composée d'hommes honnis et connus par les étudiants pour leurs relations avec la SAVAK fut envoyée de Téhéran pour, officiellement, enquêter sur la situation des étudiants et essayer de leur donner satisfaction: cette délégation présidée par le recteur de l'Université de Téhéran reçut des délégués étudiants à qui des promesses furent faites. On commença par remplacer le recteur de l'Université de Tabriz, mais sur les points les plus importants, les promesses restèrent lettre morte. Les étudiants arrêtés lors des mouvements de grève ne furent pas libérés.

Par la suite, l'on apprit que, d'après l'aveu même d'un certain nombre de personnalités de la délégation, le but essentiel de ce déplacement était de calmer les esprits avant les fêtes du couronnement et empêcher l'extension du mouvement à une période où le pouvoir souhaitait attirer l'attention du monde.

Le couronnement du Shah fut accueilli, par les étudiants, avec la plus grande indifférence. Une fois les fêtes terminées, la SAVAK put se remettre à sa sale besogne.

Au début de l'année scolaire 1967-68, elle redouble de vigilance sur l'activité menée à l'Université, contrôlant de près étudiants et enseignants au moyen de longs interrogatoires.

Au cours de l'hiver 67-68, une nouvelle délégation composée de ministres et de sénateurs et présidée par la belle-mère du Shah (la plupart des organismes supérieurs de l'Enseignement sont présidés par les membres de la famille royale) s'est rendue à l'Université de Tabriz pour enquêter et prévenir l'éclatement de nouveaux troubles. La délégation se montra conciliante et des promesses sans lendemain furent prodiguées. L'agitation se poursuivit, et le mouvement étudiant connut une nouvelle poussée revendicative. Le recteur de Tabriz crut bon de lâcher quelque peu les rênes, préservant ainsi sa réputation d'homme libéral.

La relative libéralisation de l'Université fut le point de départ d'activités diverses embrassant toute la vie universitaire :

- organisations de conférences sur des thèmes choisis par les étudiants (l'opposition de la SAVAK fut des plus vives);
- élaboration de programmes sportifs comportant des déplacements;
- mise au point de programmes artistiques et culturels;



Affiche éditée au mois de mai, lors de la venue du Chah à Paris

- suppression de la police interne à l'Université;
- libre jugement sur le corps enseignant;
- les étudiants de l'université de Tabriz prirent, en outre, la décision de publier un journal (le premier numéro fut saisi par les autorités de la SAVAK avant même son impression).

Durant l'été 1968. la « Révolution culturelle » (comme l'appelle le Shah) animée par la cour de Téhéran et destinée à trouver une voie sans heurt, à l'évolution du monde estudiantin, fut mise en vigueur par le Shah: son application débuta par l'expulsion de l'Université de tous les étudiants contestataires, envoyés au service militaire dans la caserne de Baghchah, et parmi la centaine d'étudiants et de professeurs arrêtés, leur envoi soit en prison, soit dans les casernes. Par ailleurs, on a obligé un certain nombre des membres du corps enseignant à démission-

Il semble que la « révolution culturelle » du Shah ait choisi la seule voie que connaisse la cour : la répression.

## LIBAN: La fin d'une neutralité

A grève des étudiants libanais des universités de Beyrouth a contraint le gouvernement Yafi à démissionner, et il s'avère que Rachid Karamé, le Premier ministre désigné, aura sans doute beaucoup de mal à former le nouveau gouvernement

Car le cabinet Yafi n'est pas tombé sur une simple querelle parlementaire, m a i s sur une contestation de l'ensemble de la politique extérieure du pays par les étudiants.

Ceux-ci ont avancé un ensemble de revendications tendant à mettre le pays sur le pied de guerre face aux possibilités de nouvelles agressions de la part de l'Etat d'Israël. Outre l'instauration d'un service militaire obligatoire, les étudiants réclament la mise en état de guerre des villages frontaliers mais aussi, et surtout pourrait-on dire, une aide effective du gouvernement libanais au mouvement de lutte du peuple palestinien.

Ces revendications, qui semblent avoir l'appui tacite d'une partie de la population, traumatisée par le raid israélien contre l'aérodrome de Beyrouth, placent la bourgeoisie libanaise devant un choix difficile.

Traditionnellement, et les dernières élections en avril dernier l'avaient encore confirmé, la bourgeoisie libanaise et ses partis politiques ont toujours montré une réticence extrême vis-à-vis de la politique extérieure — de bascule entre l'Est et l'Ouest — de certains pays arabes. D'ailleurs la classe dirigeante libanaise s'est toujours enorgueillie d'être la plus « occidentalisée » du Moyen-Orient.

C'est cette sympathie pro-impérialiste agissante qui avait conduit les différents gouvernements libanais à tout faire pour respecter, avec l'Etat sioniste, un statu quo qui a duré plus de vingt ans.

Cette même attitude conduisait les autorités à réprimer très durement tout agissement qui risquait de remettre en cause cette situation délicate. Cela explique la férocité avec laquelle les autorités libanaises se conduisaient vis-à-vis des organisations de résistance palestinienne qui étaient contraintes à la clandestinité y compris dans les camps de réfugiés installés au Liban. De plus, la police des frontières du pays traitait sans ménagement les Palestiniens qui tentaient de s'infiltrer à l'intérieur d'Israël et plus d'un combattant palestinien trouva la mort dans ces circonstances.

C'est donc tout cela que le raid israélien a remis en cause. Et toutes les déclarations apaisantes de tous les officiels libanais affirmant que leur attitude pacifique a été recompensé... par des bonnes paroles venant de l'O.N.U., ne changeront rien au fait que désormais toute une partie de l'opinion publique libanaise est convaincue que face à Israël, le Liban n'est pas neutre.

Mais si les milieux d'affaires ont toujours été contre tout engagement du pays aux côtés des autres pays arabes, cela ne signifie nullement — indépendamment de ce que cela peut avoir de dramatique pour tout le Moyen-Orient - qu'une mobilisation de la population libanaise dans la guerre serait a priori favorable aux forces de gauche libanaises. Loin de là ! Car dans les conditions actuelles il est plus que probable que cette mobilisation se fera au nom de l'union sacrée et sur des bases purement nationalistes. Le programme avancé par les étudiants reflète bien cet état de choses. Outre le service militaire obligatoire et l'aide au mouvement palestinien, ces derniers demandent l'instauration d'un « gouvernement fort ».

Le simple fait que de nombreux hommes politiques libanais soient obligés de se déclarer partisans des mesures préconisées par les étudiants montre bien que la « neutralité » libanaise sera sans doute très difficile à conserver dans l'avenir. De plus, le Liban ne pourra pratiquement plus rien faire contre le développement d'organisations de résistance palestinienne sur son territoire. Ce qui inquiète la bourgeoisie.

Pour l'instant Rachid Karamé louvoie. promettant aux uns une mobilisation populaire, aux autres un appel aux forces de l'O.N.U., déclarant son attachement à la cause arabe tout en expliquant l'impossibilité d'instaurer un service militaire obligatoire qui coûterait 300 millions de livres libanaises (480 millions de francs) alors que le budget annuel du Liban est à l'heure actuelle inférieur à 600 millions de livres. Mais il ne pourra conserver longtemps cette attitude face à une situation qui dans la région devient de plus en plus explosive.

Car chaque attaque d'Israël contre un autre pays arabe, chaque action de représailles des troupes israéliennes contre la population palestinienne accroîtront un peu plus la haine de la population libanaise contre les Israéliens. Désormais les Libanais ont pris conscience qu'ils étaient au cœur du conflit et il est très peu probable qu'ils l'oublient une seconde fois comme en 1948.

Le geste israélien a soudé la population libanaise avec le reste de la population arabe du Moyen-Orient. Mais il a aussi ancré au cœur de chaque Libanais la haine d'Israël. Ce faisant, le gouvernement israélien a encore approfondi un peu plus le fossé entre les Juifs et les Arabes au Moyen-Orient et rendu plus précaire encore le sort des Juifs de Palestine, sans parler de la communauté juive qui vit au Liban.

## IRLANDE : la lutte religieuse recouvre la lutte des classes

PRES les trois journées d'émeutes qui avaient opposé en octobre dernier manifestants catholiques de l'Ulster (Irlande du Nord) aux forces de police et aux contre-manifestants protestants, et qui avaient obligé le gouvernement à opérer un recul en renvoyant son ministre de l'Intérieur, Craig, les militants en faveur de l'obtention des droits civiques avaient décidé une trêve pour permettre au gouvernement de donner une réponse à leurs revendications. Maintenant, la réponse n'est toujours pas venue, et ils estiment que la trêve a assez duré. Aussi les manifestations ont-elles repris en Irlande du Nord.

L'agitation au sein de la population catholique, en majorité ouvrière, s'était développée tout d'abord autour du système actuel d'élections municipales. Seuls peuvent voter ceux qui payent des impôts; de plus, les électeurs possè-

dent un nombre de voix proportionnel à l'importance des biens immobiliers qu'ils possèdent dans la commune (immeubles, magasins, usines, etc...). A Londonderry, deuxième ville de l'Ulster et à forte proportion catholique, ce système exclut des électeurs 8.400 personnes (sur une population de 55.000 habitants).

Sans parler des bourgeois qui peuvent aligner jusqu'à une vingtaine de voix par personne face aux ouvriers qui n'en possèdent qu'une. Cela peut paraître incroyable dans un pays membre du Royaume-Uni, considéré comme le berceau de la démocratie occidentale. Mais l'impérialisme anglais ne s'embarrasse pas de tant de scrupules lorsqu'il s'agit de pays sous sa domination - même si l'Irlande est officiellement reconnue partie intégrante du royaume...

En tout cas cette brimade, s'ajoutant à bien d'autres, est devenue intolérable pour les classes pauvres d'Irlande du Nord; n'espérant plus rien des promesses de réformes, elles ont décidé de passer à l'action

#### PAS DE LOGEMENTS

Autre sujet de mécontentement chez les catholiques : les conditions de logements. Dans la même ville de Londonderry, 40 % des logements n'offrent pas les conditions minimum de confort, et la plupart sont surpeuplés, contribuant ainsi à la propagation de la tuberculose. Face à ce problème, le Conseil municipal s'est contenté de faire construire une moyenne de 70 logements pour mille personnes à reloger, ceci depuis la fin de la guerre.

#### PAS DE TRAVAIL

La ségrégation religieuse qui se retrouve dans maints aspects de la vie sociale est particulièrement frappante dans le domaine de l'emploi. Le chômage qui sévit en Grande - Bretagne depuis plusieurs années est ici inégalement réparti selon que la ville est à majorité catholique ou protestante. C'est ainsi qu'à Belfast, ville protestante, on ne trouve que 5,5 % de chômeurs, tandis qu'à Londonderry, qui est en majorité catholique, il y en a 12,5 % — le chômage atteint jusqu'à 20 % de la population dans d'autres villes catholiques de l'Ulster.

#### DIVISER POUR REGNER

Bien que l'agitation actuelle en Irlande du Nord soit strictement circonscrite aux milieux catholiques, on peut constater que la religion n'intervient guère dans la lutte. Mais les Irlandais de souche sont restés catholiques, tandis que les propriétaires terriens et les patrons, généralement issus de

religion de l'oppresseur; ce qui permet au gouvernement de Belfast de jouer sur les dissensions religieuses pour mieux diviser la population et faire dévier le mécontentement des couches populaires. Aujourd'hui - et le phéno-

daise a également épousé la

Londonderry: une manifestation de l' « Ulster Volunteers »

mène est nouveau - les antagonismes ne se situent plus sur le terrain de la religion; il demeure toutefois que le gouvernement, en favorisant ouvertement la fraction protestante de la population (en lui accordant de meilleurs logements, davantage d'emplois...) a réussi à faire naître au sein des protestants plusieurs groupes « loyalistes », de type fasciste, dont l'activité essentielle consiste à combattre les organisations pour les « droits civiques ». C'est ainsi qu'à chaque manifestation pour une réforme électorale, pour des logements ou contre le chômage, organisée par les militants catholiques, ces groupes organisent des contre-manifestations. Ils prônent la violence contre les militants pour les droits civiques, et se gênent d'autant moins pour les attaquer et interrompre leurs réunions qu'ils bénéficient des plus larges complaisances de la police.

Pour la manifestation de Newry, samedi dernier, ils se sont ouvertement organisés en groupes de combat pour attaquer les manifestants et les autorités se sont bien gardées de lever le petit doigt. Les commentaires officiels se contentent de « déplorer » cette situation de violence.

Mais le responsable de cette violence n'est-il pas tout simplement l'impérialisme anglais

un siècle, les paysans affamés, pressurés par les grands propriétaires, choisissaient l'exil vers l'Amérique plutôt que de mourir de faim sur leur propre sol. Aujourd'hui l'Irlande s'est industrialisée, certes, et ne connaît plus la misère noire d'antan, mais elle reste traitée en parent pauvre : bas salaires. chômage chronique et taudis en guise de logements, sont le lot des ouvriers irlandais.

(Photo U.P.I.)

La politique d'austérité de Wilson n'a fait qu'aggraver une situation déjà ancienne. Aussi il ne faut pas s'étonner que l'Irlande soit de nouveau en lutte. Depuis plus de cinquante ans que l'Ulster est rattaché à l'Angleterre, l'histoire de l'Irlande du Nord a été une longue suite de luttes, d'actes de terrorisme, d'insurrections contre l'oppresseur anglais.

Le caractère des manifestations actuelles est certes différent. Même si la plupart des manifestants pour les droits civiques se proclament catholiques et nationalistes, leurs revendications se situent sur un autre terrain. En dénonçant le système électoral, en réclamant de meilleures conditions de vie, ils mettent en accusation le gouvernement britannique et son appendice de Belfast, mais aussi la bourgeoisie irlandaise elle-même. L'ennemi n'est pas seulement à Londres, il est aussi à Belfast ou Londonderry. Il est d'ailleurs significatif que ce soit la population ouvrière des villes catholiques qui se soit mobilisée pour les manifestations.

Et il n'est pas dit que cette population accepte les larmes de crocodiles des « officiels » de Londres qui « déplorent » les regrettables tensions qui opposent les habitants de

## L'ÉCOLE ÉMANCIPEE **SCISSIONNE**

A crise de l'Ecole Emancipée, tendance « lutte de classe » au sein de la Fédération de l'Education Nationale vient d'aboutir au départ des camarades animant les Comités d'Alliance Ouvrière.

La rupture est officielle au moins sur le plan départements, puisque les militants des C.A.O. ont présenté aux élections de la F.E.N. dans la Seine-Saint-Denis, une liste à part intitulée « Front Unique Ouvrier ».

Quant aux amis de l'Ecole Emancipée, ils ont fait précéder

leur liste électorale de la mise en garde suivante :
« L'appartenance à l'Ecole Emancipée est incompatible avec l'appartenance à toute structure telle que les C.A.O.T.E. (comités d'alliance ouvrière des travailleurs de l'enseignement) qui se substitue à l'E.E. dans son rôle à l'intérieur des syndicats enseignants. La liste ci-dessous est composée de camarades qui acceptent cette incompatibilité : elle est seule habilitée à se réclamer de l'Ecole Emancipée. »

Et dans leur programme électoral, on peut lire cette ahuris-

sante déclaration

« Nous répudions tout regroupement extérieur au syndicat constitué pour faire pression sur nos instances syndicales. De telles interventions fractionnelles se substituent en fait à la libre confrontation dans le syndicat et au libre exercice du droit de tendance, garantie d'une véritable démocratie syndicale. » On croirait entendre la C.G.T. parler des Comités d'Action

que les homologues de l'Ecole Emancipée dans les usines ont tenté de mettre en place partout où ils l'ont pu. Les termes sont les mêmes: « regroupement extérieur », « activité fractionnelle », et le tout au nom de « la Démocratie syndicale ».

Il s'agit là d'une attitude purement stalinienne et en contradiction formelle avec les intentions de l'E.E. qui annonce dans son programme électoral « nous voulons aider à la constitution d'un courant révolutionnaire au niveau syndical ».

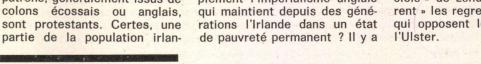
Il est toute de même assez aberrant que ce soient des militants révolutionnaires qui en viennent, entre eux, à porter de telles excommunications, et ce, justement dans un syndicat où l'existence reconnue de tendances, leur permet d'affronter et de combattre journellement les méthodes des staliniens. Condamnable dans la forme, cette rupture l'est aussi et peutêtre encore plus dans le fond.

Qui en a pris l'initiative, ou plus exactement qui en porte la responsabilité? Dans l'état actuel de nos informations, il est bien difficile de le dire. Les explications données jusqu'ici de part et d'autre à l'ensemble des syndiqués ne semblent, en tout cas, justifier en rien cette division supplémentaire du mouvement. Cette scission apparaît d'autant plus regrettable que les événements de mai ont amené dans la plupart des établissements la création d'un courant « gauchiste » relativement important et qui, naturellement, regardait vers la tendance Ecole Emancipée à l'échelon national. Ces enseignants « gauchistes » syndiqués de fraîche date parfois, mais le plus souvent élec-teurs traditionnels de la tendance B (animés par les militants du P.C.F.) et même de tendance A (réformistes) étaient dans leur majorité décidés à donner leurs voix à la tendance qui manifesta en mai-juin le plus de dynamisme et, au moins à la base, se plaça résolument du côté des étudiants et des lycéens en lutte contre de Gaulle et ses C.R.S.

Aussi, aux yeux de tous ces gauchistes non organisés, la division actuelle apparaît-elle comme une démonstration de l'incapacité des différentes tendances révolutionnaires, non pas même à s'unir, mais tout simplement, à rester unies au sein d'une même tendance syndicale. Loin de clarifier la situation, la scission qui vient d'intervenir la complique et ne manquera pas de contribuer à rejeter dans les bras des tendances tra-ditionnelles de la F.E.N. certains éléments peu formés ou même à les dégoûter de l'action, syndicale. Le résultat, c'est que ceux des enseignants qui pour la première fois, regar-daient avec sympathie les idées et les mouvements révolutionnaires, risquent de s'en détourner à nouveau, non plus par ignorance mais, ce qui est plus grave, par défiance.

Pour ne pas avoir voulu faire ou maintenir l'unité nécessaire, les militants révolutionnaires regroupés au sein de l'Ecole Emancipée viennent de gâcher une occasion peut-être unique de se développer et d'agir.

Nous ne disposons malheureusement, au moment où nous écrivons, que d'informations fragmentaires. Le projet nous paraît cependant trop grave pour que nous puissions garder le silence plus longtemps et nous ne manquerons de tenir nos lecteurs au courant des développements éventuels.



Retour à la "Belle Époque"

### La "journée nationale revendicative de manifestations"

A C.G.T. vient de prendre l'initiative de l'organisation d'une journée d'actions et de manifestations « en riposte à l'attitude du gouvernement et du patronat ».

Voilà un langage pas nouveau qui nous ramène au temps d'avant « mai 68 », aux journées d'action périodiques dont le seul effet était de lâcher un peu la vapeur chaque fois que le mécontentement des travailleurs allait grandissant.

Actuellement, ce mécontentement des travailleurs a encore de bonnes raisons d'exister et de s'amplifier : les « conquêtes noyées » le sont bien au-delà de ce que prétend la C.G.T. qui, situant à 6 % l'augmentation des prix depuis juin et 13 % l'augmentation des salaires du à la grève de mai, arrive à trouver qu'il ne reste plus que 7 % de « l'augmentation du pouvoir d'achat arrachée ».

Alors, avant que ce mécontentement ne s'exprime sans elle, la C.G.T. veut montrer qu'elle est encore là. Si une telle proposition ne servait pas seulement à la justifier, comment expliquer alors qu'avec neuf à dix millions de travailleurs en grève, la C.G.T. et les autres syndicats n'aient su que remballer honteusement les revendications qu'on ressort aujourd'hui en prétendant les défendre de cette façon?

Pour que de telles propositions enthousiasment les travailleurs, il faudrait qu'ils ne sachent pas résoudre ce petit problème d'arithmétique syndicale: « Si d'une grève générale illimitée de neuf à dix millions de travailleurs, les dirigeants syndicaux n'ont su tirer que les minables accords de Grenelle, qu'est-ce qu'ils sortiront d'une « journée d'actions et de manifestations »? »

# Politique nataliste ou restriction des ressources de la classe ouvrière ?

A U CONSEIL des ministres du 8 janvier, le Gouvernement a décidé le relèvement des prestatations familiales.

Mais l'attention du public était attirée surtout sur le « salaire unique » et l'indemnité de la «mère au foyer» qui ont été augmentés pour les familles où il y a un seul enfant de moins de deux ans et celles de deux enfants.

Le « salaire unique » est l'allocation que verse la Caisse d'allocations familiales lorsqu'il n'y a qu'un seul salaire rapporté par le père ou la mère. C'est donc — à part le cas des mères ou des pères célibataires — les cas où la mère ne travaille pas et reste au foyer.

Cette allocation s'appelle « allocation de la mère au foyer » dans les familles non salariées.

Antérieurement, ce « salaire unique » s'élevait dans le cadre d'un foyer avec un seul enfant à 38,90 F par mois jusqu'à l'âge de cinq ans. Par la récente mesure gouvernementale, il passe à 95 F par mois mais seulement jusqu'à l'âge de deux ans.

Le « salaire unique » pour deux enfants passe de 77,50 F à 95 F. Quant à l'allocation de la mère au foyer : pour un enfant elle est de 95 F au lieu de zéro et toujours 95 F au lieu de 19,45 F pour deux enfants En fait, l'allocation ou salaire unique est pratiquement alignée sur le montant de la même allocation attribuée dans le cadre des familles où il y a trois enfants.

En effet, déjà avant, ce salaire unique était de 97,25 F dans le cas des familles de trois enfants et plus. C'était, en fait, le salaire versé à une femme qui est obligée, dans la grande majorité des cas, de rester au foyer lorsqu'elle a trois enfants.

L'annonce de ces mesures a été enrobée par le Gouvernement de déclarations concernant la politique de natalité dont le taux serait en décroissance régulière depuis plusieurs années : 18,1 pour 1.000 en 1964, 16,8 pour 1.000 en 1967, entre 16,8 et 16,6 pour 1.000 en 1968. Le ministre des Affaires sociales a, d'ailleurs officiellement, assigné comme but à ces mesures « d'arrêter l'érosion de la politique nataliste ».

Nous ne doutons pas que le Gouvernement surveille sérieusement s'il y aura à l'avenir suffisamment de prolétaires à exploiter en France, ou de futurs soldats pour défendre les intérêts de la bourgeoisie nationale. Mais les mesures prises ne sont pas en rapport avec les intentions déclarées : les allocations familiales n'augmenteront guère : avec 4,5 % au 1er août, il y a fort à parier qu'on aura à cette date enregistré une « érosion » de leur valeur réelle, l'augmentation des prix dans le même temps ayant largement dépassé 4,5 % et, au 1er avril, il y aura eu: 7 F par mois en plus pour les familles de trois enfants, 14 F pour celles de quatre enfants, 14,44 F pour celles de cinq enfants... Alors en fait de politique

nataliste il y a mieux!

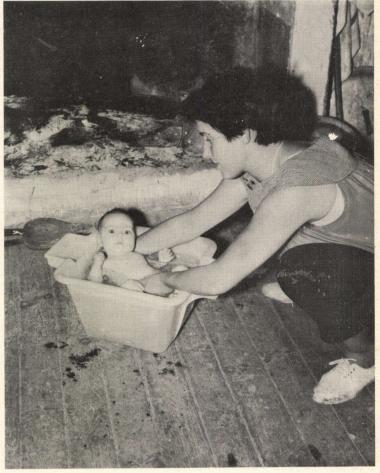
Ce que ne dit pas le Gouvernement, c'est que par ces nouvelles mesures, il incite les mères de un ou deux enfants qui travaillent à renoncer au deuxième salaire pour rester au foyer. En effet, si l'on compte qu'un enfant à la crèche cela coûte environ 300 F par mois, ajoutés aux 95 F de « salaire unique » qui seront dorénavant versés, cela rapproche la somme totale du salaire de beaucoup des femmes qui travaillent. En fait, le Gouvernement veut renvoyer au foyer une partie des femmes qui travaillent. Mais parce que le nombre de chômeurs atteste que le patronat a de moins grands besoins de main-d'œuvre, l'Etat trouve de ce fait certainement plus avantageux de verser une indemnité de « salaire unique » de 95 F qu'une allocation de chômage du double environ.

Ces mesures honteuses ne font

donc que pousser les mères à choisir entre deux misères : celle de l'exploitation quotidienne, de la double journée, ou pire, celle du « foyer » qu'il faudra entretenir avec encore moins d'argent.

Loin d'être un cadeau du Gouver-

nement, ces mesures ne visent qu'à restreindre les ressources de la classe ouvrière, à diminuer les charges de l'Etat et à assurer plus de tranquillité au patronat en limitant le chômage avant qu'il ne soit trop inquiétant.



« La mère au foyer »

## LYCÉE CHAPTAL

#### Un militant des CAL exclu

- « Tenu de paraître devant ce conseil de discipline, je tiens à faire, au nom du C.A. Chaptal, la déclaration suivante, afin de lever l'équivoque que vous entretenez, et selon laquelle je comparaîtrais devant vous en tant qu'individu ayant à répondre de manquements graves à la discipline de cet établissement.
- » Les motifs qui me valent d'être ici présent sont défigurés et fallacieux, il est de plus en plus évident que ceux-ci ne servent qu'à voiler le caractère véritable du procès qui m'est intenté, et qui vise l'existence et l'action du C.A. Chaptal.
- » La bourgeoisie, dont vous défendez les intérêts (ne vous en déplaise) s'est toujours admirablement entendue à faire passer l'« apolitisme » pour le statut régulier de tout honnête citoyen; les règles de la « vie politique » étant soigneusement fixées, elle n'intéresse en aucun cas l'homme de la rue, mais ceux pour qui la politique est un métier, les sénateurs, les parlementaires... et du même coup les délits politiques deviennent des délits de droit commun, le militant exclu de son lycée, ou licencié de son usine, devient un asocial nuisible à l'ordre public, dont il convient de se débarrasser pour le bien de la société tout entière.
- » On voit maintenant mieux ce qu'il en est réellement des faits qui me sont reprochés: à travers un des membres du C.A. Chaptal, c'est le droit des lycéens à l'information, à l'expression politique, qui est mis en accusation par le gouvernement gaulliste réactionnaire. En tant que partie intégrante de ce mouvement de masse lycéen à qui vous refusez le droit à la parole, le C.A. Chaptal retourne l'acte d'accusation et demanderait volontiers des comptes sur l'interdiction des films de mai, l'entrée de la police dans le lycée et l'arrestation de nos camarades, la fermeture du lycée et la menace de chantage à la réinscription.
- » Mais ce serait nier que vous n'êtes qu'un instrument aux mains du gouvernement. C'est par conséquent l'acte d'accusation du gaullisme qu'il convient de faire. (...)
- » Pour terminer, je voudrais dire que ce conseil de discipline est l'aveu même d'un échec: celui de la participation. Il montre une fois de plus qu'en dépit de sa force apparente, la bourgeoisie est un colosse aux pieds d'argile. Ce n'est ni en déplaçant cinq cents flics pour trente lycéens, ni en choisissant des boucs émissaires et en les excluant que vous démontrerez le contraire.
- « Enfin, je voulais vous assurer que quelle que puisse être votre décision à mon égard, le C.A. Chaptal continuera à défendre le droit des lycéens à la parole contre vents et marées.
- » CE N'EST QU'UN DEBUT, CONTINUONS LE COMBAT! »

#### Une intention « louable » :

## Louer des locaux inhabitables!

D EPUIS le 4 janvier dernier, une nouvelle loi relative aux conditions d'occupation des chambres de bonne, la loi « Krieg » (du nom du député U.D.R. de Paris qui en a élaboré le projet) est en vigueur.

Cette loi, dans le domaine du logement, est une fidèle application de l'actuelle politique gaulliste : organiser la vie chère pour les travailleurs et les petites gens, et dispenser des faveurs à ceux auxquels le régime aimerait redonner confiance : aux petits bourgeois spéculateurs de tout poil, et dans le cas présent, aux propriétaires de biens immobiliers.

Car ceux que favorise la loi « Krieg », ce sont les propriétaires d'immeubles construits avant 1948 (60 à 75 % des immeubles des grandes agglomérations et de Paris) qui pourront désormais, sous prétexte de « rendre à l'habitation le plus grand nombre possible de locaux inutilisés », récupérer les locaux jusque-là non occupés et surtout :

- 1° Louer ces locaux à un loyer « libre », c'est-à-dire échappant à toute réglementation.
- 2° Expulser sur-le-champ des locaux occupés, les locataires de chambres de bonne ou pièces accessoires des appartements, ce qui signifie en clair : les contraindre sous la pression de cette menace à accepter un loyer plus élevé.

Le journal « Le Monde » voit dans

cet ensemble de mesures une « intention louable : rendre à l'habitation le plus grand nombre possible de locaux inutilisés ». En fait d' « intention louable », il s'agit là d'une double escroquerie. La première, c'est de « rendre à l'habitation » des locaux jugés jusque là par la loi bourgeoise elle-même, inhabitables. La seconde, c'est de les « rendre à l'habitation » en échange de loyers exorbitants.

Cette escroquerie existait déjà; depuis bien longtemps, des locaux ne répondant pas aux normes légales d'habitabilité, soupentes, chambres mansardées trop petites ou pratiquement sans ouverture sur l'extérieur, étaient malgré tout loués et pour des loyers souvent très élevés (300 F et plus). Cette escroquerie était surtout le fait de véritables professionnels de la spéculation immobilière. Mais jus-

qu'au 4 janvier dernier, ces pratiques étaient illégales, ou plutôt dites « en marge de la légalité ». Aujourd'hui, l'escroquerie est légale. Et le pouvoir ne se contente pas de sanctionner un état de fait; par la loi « Krieg », il encourage la généralisation de cette escroquerie. De nombreux propriétaires individuels qui jusqu'alors, contrairement à certaines sociétés, répugnaient à une spéculation trop éhontée, ou plus simplement craignaient de passer outre la légalité pourront aujourd'hui, en appliquant la loi, concilier les intérêts de leur conscience et ceux de leur coffre-

Et ceux qui vont faire les frais de ces nouvelles mesures, ce sont les étudiants peut-être, mais surtout les travailleurs. Les travailleurs les plus démunis : les jeunes qui viennent de province, les travailleurs étrangers et tous ceux. nombreux, qui vivent avec femme et enfants dans une seule pièce. Un recensement fait par l'I.N.S.E.E. et encore valable aujourd'hui, permet d'estimer à 75.000 pour la région parisienne, le nombre de ces jeunes, couples ou familles qui seront concernés par la loi « Krieg » (il existe en effet 75.000 logements « sous les toits » parmi lesquels 60.500 n'ont pas l'eau et 9.300 sont surpeuplés). Pour tous ceux-là, il faudra choisir entre la porte ou la hausse du loyer.

## Les révolutionnaires

## et l'embargo sur les armes pour Israël

UELS sont les intérêts de l'impérialisme français au Moyen-Orient ? M. Debré ne nous les a pas précisés. Mais dans l'état actuel des choses il est probable que, pour sauver ces intérêts, il est nécessaire de faire un geste spectaculaire vis-à-vis du monde arabe, quitte à se discréditer vis-à-vis d'Israël. Ce geste aura pour conséquence de renforcer les bons rapports avec les pays arabes. Et quand on dit rapports, il faut l'entendre au sens de ce que cela va rapporter. En effet, on apprend par ailleurs que le ministre des Armées, M. Messmer, va se rendre en tournée au Koweit et en Arabie Séoudite, pays fortement intéressés par l'achat de matériel de guerre, notamment des automitrailleuses et des hélicoptères. M. Messmer a profité de son intervention à un déjeuner de la presse française d'outre-mer pour informer les journalistes de l'aide militaire française aux Etats indépendants d'Afrique francophone. Il n'est pas douteux qu'il y ait là quelques marchés intéressants, militaires et civils, que l'attitude de la France vis-à-vis d'Israël ne pourra que faciliter. Quant aux ventes vers Israël, il ne manquera certainement pas de quelque intermédiaire dans un pays neutre pour maintenir la bonne marche de certaines affaires civiles et même militaires.

La situation est donc claire: il y a des affaires capitalistes à sauvegarder au Moyen-Orient. Le rôle de l'Etat bourgeois est d'y veiller et celui de son chef est de prendre les décisions correspondantes.

Mais si l'on a vu une grande partie de la presse s'opposer à la décision du chef de l'Etat, ce n'est nullement par opposition à la politique impérialiste dont l'essentiel est de sauvegarder les intérêts des capitalistes français au Moyen-Orient. Au contraire, ce qui est reproché à de Gaulle, l'est au nom des mêmes intérêts. Mais ceux qui s'indignent de la sorte sont-ils des sots ou des hypocrites? Le régime s'oppose aux intérêts des masses populaires et pour cela il est prêt à toutes les alliances et à toutes les trahisons à l'intérieur comme à l'extérieur, mais il n'y a qu'une politique à laquelle il soit fidèle, c'est celle de la défense des intérêts impérialistes de la France. Et on peut être assuré que, de ce point de vue, le geste de de Gaulle est parfaitement calculé. Mais fautil voir dans ce geste un acte particulièrement hostile vis-à-vis d'Israël, et particulièrement bienveillant vis-à-vis des Arabes? Poser le problème en ces termes c'est ne rien comprendre à la politique. Hier il faisait la guerre aux Algériens. Aujourd'hui il reçoit les dirigeants arabes et soufflette Israël. Demain il fera le contraire avec l'appui de l'U.R.S.S. contre l'Angleterre ou les U.S.A. ou inversement. Ce qui le guide, c'est l'intérêt de la France, bien entendu de la France des banquiers et des capitalistes qu'il représente.

En décidant l'embargo, de Gaulle, non seulement s'attire la sympathie d'un certain nombre de dirigeants des pays arabes, mais aussi celle d'autres pays dominés par l'impérialisme américain et qui voient avec juste raison en Israël le gendarme de l'impérialisme au Moyen-Orient. De surcroît, de Gaulle fait vis-à-vis des Américains un geste spectaculaire d'indépendance qui ne peut que rehausser son prestige, là où les intérêts de l'impérialisme américain sont en opposition à ceux de l'impérialisme français.

Doit-on soutenir ou condamner l'embargo de de Gaulle ?

Le soutenir serait soutenir la politique de l'impérialisme français qui joue ses cartes pour maintenir sa place dans l'équilibre des forces au Moyen-Orient, et ce ne serait nullement soutenir la lutte des peuples arabes en lutte contre l'impérialisme.

Les travailleurs ont un intérêt évident au soutien de la lutte des pays sous-développés même si elle se fait sous la direction de régimes le plus souvent féroces contre les opprimés. Car cette lutte attaque l'impérialisme qui, en dernière analyse, est le responsable de tous les conflits et de l'oppression à l'échelle mondiale. Mais soutenir la lutte des peuples sous-développés et en particulier ceux du Moyen-Orient, ne signifie pas approuver la politique des dirigeants de ces pays. Car ceux-ci, chaque fois qu'ils le peuvent, préfèrent composer avec l'impérialisme et écraser un peu plus leur propre peuple plutôt que de s'appuyer sur les forces populaires pour organiser une lutte conséquente contre l'impérialisme. Et quand de Gaulle appuie les Arabes, se sont ces marionnettes sanglantes qu'il essaie de mettre dans son jeu comme le font aussi les autres représentants de l'impérialisme. Le sort des populations opprimées est le moindre de leurs soucis.

De l'autre côté, condamner l'embargo, c'est-à-dire, en fait, soutenir Israël, serait se placer dans l'autre camp impérialiste aux côtés des Américains et renforcer Israël en tant que gendarme de l'impérialisme au Moyen-Orient.

De Gaulle et son embargo, comme ceux qui le critiquent, ne font que jouer un jeu différent dans une même partie, dont l'enjeu est l'exploitation et l'oppression de peuples des pays sous-développés.

## L'AUTONOMISME BRETON D'EFFET

ES plasticages de quelques perceptions du Finistère ou des Côtes-du-Nord, des communiqués venant d'Irlande, même la destruction du garage de la C.R.S. stationnée à Saint-Brieuc ou encore celle de conduites d'eau de la région parisienne n'avaient guère jusqu'ici donné de sérieux au F.L.B. (Front de Libération de la Bretagne). Les arrestations d'une vingtaine de ses membres, ou supposés tels, ces jours derniers, lui ôtent maintenant pourtant un peu de son aspect folklorique. Les nationalistes bretons sont, peut-être, tout autant qu'avant, considérés comme farfelus par la grande masse des Français sinon des Bretons eux-mêmes. Pourtant, ils ont maintenant des noms et des visages, ils existent. Et en politi que c'est bien la première des vertus.

Par son type d'action comme ment l'un des plus conservateurs ment, lui, l'est largement. d'un coup socialiste comme un de te à sourire par sa puérilité. Il est géographiques et historiques : à expliquer ce mécontentement. ces communiqués publiés l'autre aussi un symbole du passé réac- l'éloignement de la péninsule arjour dans Le Monde l'affirmait.

Le mouvement autonomiste breton s'est traditionnellement tou-

par la personnalité et l'idéologie de France, renforce encore cette de ses dirigeants, le F.L.B. n'a impression. Le cérémonial - cacertainement rien d'un mouvement goules et torches - qui aurait été tionnaire auquel veut se rattacher moricaine des régions industrielles le F.L.B.

jours situé à l'extrême droite. Pen- certes un mode d'action qui a du « modernisme ». Il est dû aussi comme la survivance d'une langue tie, en viennent, pour se faire endant la dernière guerre, c'est lui l'avantage de faire du bruit et par à la politique générale de l'Etat bretonne encore parlée dans une tendre, à utiliser la dynamite et qui a fourni dans la province les conséquent de permettre même à français. Non pas que celui-ci, du partie du pays, est bien incapable le plastic ne peut étonner. Une principaux collaborateurs des na- une toute petite minorité de se moins depuis la Seconde Guerre de résoudre ces problèmes. Un fois encore, les principaux reszis. Certains d'entre eux, réfugiés faire entendre ou de faire parler mondiale, c'est-à-dire depuis que Etat breton, en admettant qu'il ponsables des attentats ne sont en Irlande, semblent être plus ou d'elle. Son efficacité à plus long les Bretons ont commencé à re- puisse voir le jour, serait tout à pas ceux qui ont déposé les charmoins directement, aujourd'hui, terme, par rapport à des objectifs vendiquer, défavorise systémati- fait incapable, dans le cadre de ges devant les portes des perceples inspirateurs du F.L.B., et la pré-politiques fondamentaux, est plus quement cette province. Mais l'Europe capitaliste actuel, de re- tions et des casernes bretonnes que le clergé breton est certaine- de manière générale, du mépris de faire face à ses obligations et de la Bretagne.

Tout cela ne doit pourtant pas masquer le fait que le F.L.B. n'est pas un phénomène aberrant, mais bien un produit de la situation de la Bretagne.

à l'écart. L'idée nationaliste n'y est pour l'instant certainement

de l'Europe, la mainmise du clergé

ses auteurs pour les masses, pour mettre le progrès à la portée de La véritable solution, et la seule,

pour les producteurs — paysans, du pays. petits artisans ou industriels, pê-Le sous-développement — man- cheurs — de trouver des déboude gauche. Même si certains de celui de certaines réunions du que d'industrie, retard de la mo-chés pour leurs produits dont les ses membres se réclament de F.L.B. tenues dans les souterrains dernisation des transports et des prix de revient sont plus chers, et cette gauche. Même si le mouve- qui servirent, il y a près de deux moyens de communication — y sont encore grevés par les transcette gauche. Même si le mouve- qui servirent, il y a près de deux moyens de communication — y sont encore grevés par les transment lui-même se prétend tout siècles, aux insurgés chouans prê- est dû d'abord à des facteurs ports — tout cela suffit largement mant lui-même se prétend tout siècles, aux insurgés chouans prê- est dû d'abord à des facteurs ports — tout cela suffit largement mant lui-même se prétend tout siècles, aux insurgés chouans prê- est dû d'abord à des facteurs ports — tout cela suffit largement mant lui-même se prétend tout siècles, aux insurgés chouans prê- est dû d'abord à des facteurs ports — tout cela suffit largement mant lui-même se prétend tout siècles, aux insurgés chouans prê- est dû d'abord à des facteurs ports — tout cela suffit largement mant lui-même se prétend tout siècles, aux insurgés chouans prê- est dû d'abord à des facteurs ports — tout cela suffit largement mant lui-même se prétend tout siècles, aux insurgés chouans prê- est dû d'abord à des facteurs ports — tout cela suffit largement mant lui-même se prétend tout siècles, aux insurgés chouans prê- est dû d'abord à des facteurs ports — tout cela suffit largement mant lui-même se prétend tout siècles, aux insurgés chouans prê- est dû d'abord à des facteurs ports — tout cela suffit largement mant lui-même se prétend tout siècles, aux insurgés chouans pre- est dû d'abord à des facteurs ports — tout cela suffit largement mant lui-même se prétend tout siècles, aux insurgés chouans pre- est dû d'abord à des facteurs pour la companie de la compan

le travail qui consiste d'abord à tous ses citoyens, ce sont évidem- ne peut être apportée que par le gagner celles-ci et à les convain- ment les plus pauvres, des indivi- socialisme qui, sur des bases écocre, pour l'action de ces masses. dus, des couches sociales ou des nomiques et sociales entièrement régions qui en patissent le plus différentes, permettrait de mettre Un exemple frappant de cet état effectivement le progrès à la disde choses, c'est celui du réseau position de tous les hommes, y routier. La carence de l'Etat en la compris de ceux des régions écomatière n'est plus à démontrer. Le nomiquement sous - développées manque d'autoroutes est accusé jusqu'ici. Il permettrait d'ailleurs partout. Le peu de kilomètres aussi le développement des cultuconstruits, n'a pu l'être que sur res des minorités, développement Plus que toute autre région les principaux axes économiques entravé par l'Etat bourgeois. Une française, celle-ci a aujourd'hui le français. Pas un kilomètre ne l'a France et une Europe socialistes sentiment d'être frustrée de la été en direction de la Bretagne. n'auraient certainement rien à Retard du niveau de vie, manque désirent, car cette différence culprimer dans leur langue, s'ils le pas très répandue. Le mécontente- d'emplois qui oblige une partie de turelle ne pourrait servir de véhila population à émigrer, difficulté cule à un intérêt opposé au reste

Ce socialisme, ce n'est certainement pas le F.L.B., d'après tout un Etat qui a largement montré qu'il était incapable de résoudre Le nationalisme, même justifié les difficultés qui sont les leurs et et des propriétaires terriens sur par des réminiscences historiques qui, de plus, vide de plus en plus D'autre part, le plasticage est un pays qu'ils ont voulu protéger ou par certains aspects culturels de son sens le terme de démocrasence de plusieurs prêtres, alors douteuse. Il est surtout la preuve, comme il se montre incapable de médier au sous-développement de mais ceux qui ont supprimé toute autre possibilité d'expression.



De « Mystères III » ...



... En « Phantoms »

VOICI ce qu'écrivait Trotsky en 1935 du journal Le Temps, considéré comme le journal « sérieux » de l'époque.

Le Comité des Forges (1) met au service de ses intérêts toute la presse française. Pas un seul journal radical n'ose, par exemple, rien publier sur la terreur fascisto-cléricale qui sévit dans les hôpitaux du Comité des Forges contre les ouvriers révolutionnaires: s'ils sont identifiés comme tels, on les jette dehors à la veille même d'être opérés. Le directeur—radical-socialiste, franc-maçon ou autre — d'un journal démocratique, vous répond: « Je ne peux rien publier: l'an dernier, pour un entrefilet contre quelqu'un du Comité des Forges, mon journal a été privé par Havas de vingt mille francs de publicité

En 1925 (ou 1924?), Krassine, en qualité de représentant politique soviétique en France, mena des pourparlers avec le directeur du Temps, et en fit rapport à une séance du Politburo pour recevoir les directives nécessaires. Les propositions du Temps étaient les suivantes : a) la rédaction envoie à Moscou, après un certain délai, un correspondant qui commence par donner des articles critiques, mais de ton modéré; b) dans les éditoriaux, plus de lutte contre l'U.R.S.S.; c) après un nouveau délai de quelques mois (six, si j'ai bonne mémoire), le journal commence à adopter une ligne de politique extérieure amicale pour l'U.R.S.S.; d) les correspondances de Moscou prennent un caractère favorable (politique intérieure), la rédaction conserve sa pleine indépendance dans la critique du bolchevisme; f) le gouvernement soviétique verse au Temps un million de francs par an — Krassine avait commencé par un demi-million, était allé jusqu'à sept cent cinquante mille (c'est là-dessus que s'étaient arrêtés les pourparlers), et demandait maintenant au Politburo s'il fallait aller plus loin. La question fut tranchée par la négative.

Nul n'imputera à crime au gouvernement soviétique le fait de soudoyer la presse bourgeoise, et de s'efforcer ce faisant de ne pas payer plus qu'elle ne vaut...

TROTSKY, Journal d'exil.

(1) Organisation des grands patrons de la Métallurgie.

## DE GAULLE et la VENALITE de la PRESSE

'ALLUSION officielle aux « influences israéliennes » qui se feraient sentir « dans les milieux proches de l'information » a suscité l'indignation de la grande presse, invoquant, la main sur le cœur, la déontologie professionnelle et l'honneur des journalistes.

La Fédération Nationale et la Confédération de la Presse Française ont publié un communiqué s'élevant « contre une déclaration qui tend à laisser croire que les responsables des journaux français sont sensibles à d'autres arguments que ceux qu'imposent à leur conscience leurs convictions... »

Noble indignation, ce n'est pourtant un secret pour personne que les « responsables » en question ont une « sensibilité » beaucoup plus large, et cela depuis fort longtemps.

En peignant l'un des plus beaux types d'arriviste de la littérature française, son « Bel Ami », Maupassant nous a aussi laissé un tableau peu flatteur des milieux de la presse française au milieu du siècle dernier.

Bien sûr, les exemples réels ne sont pas toujours bien connus, car ces messieurs de « l'information » savent se montrer extrêmement discrets le cas échéant. Mais il en est tout de même un certain nombre qui ont été portés au grand jour, et qui montrent les responsables des journaux français sensibles à de tout autres arguments que ceux qu'ils invoquent dans leur protestation.

Au lendemain de la révolution d'octobre, les bolchéviks saisirent ainsi, dans les archives tsaristes, les documents relatifs aux rapports existant entre le gouvernement impérial russe et la presse étrangère. « L'Humanité » publia en 1923-1924 ceux qui concernaient la presse française, à l'occasion d'une campagne de presse qui eut un retentissement considérable à l'époque. Ces documents furent ensuite édités sous la forme d'un recueil intitulé « ...L'abominable vénalité de la presse... » L'expression, pour être brutale n'était pas d'un révolutionnaire, mais de Raffalovitch, conseiller secret du Ministère des Finances du Tsar, en quelque sorte son agent payeur auprès de la presse française, qui était bien placé pour connaître les appétits des gens avec lesquels il avait affaire.

Ce n'est pas seulement quelques obscurs plumitifs que ces documents mettaient en cause, mais précisément les responsables des grands journaux français de l'époque, plus quelques hommes politiques, et non des moindres, députés et ministres, qui ne dédaignaient pas, moyennant une substantielle rétribution, de modifier quelque peu « les arguments qu'imposaient à leur conscience leurs convictions ».

Il faut d'ailleurs rendre cette justice aux magnats de la presse qu'ils savent, en application de la célèbre formule « le client a toujours raison », oublier leurs préjugés. C'est ainsi qu'en 1924-1925, le très bourgeois « Temps », pourtant organe notoire du Comité des Forges, négocia avec le gouvernement soviétique, prêt à accepter les roubles bolchéviks comme il avait accepté les roubles tsaristes.

Depuis cette époque, le développement de la publicité a permis de recouvrir toutes ces petites combines d'un voile pudique. Pourquoi acheter crûment un directeur de journal, alors qu'il suffit d'acheter suffisamment d'espace publicitaire — ce qui laisse tout de même une comptabilité moins compromettante — pour parvenir au même résultat!

D'ailleurs, aucun grand journal ne peut vivre actuellement sans publicité. Celle-ci représente, en effet. des revenus bien plus importants que la vente, au point qu'un groupe français étudie actuellement un projet d'hebdomadaire illustré gratuit, tiré à deux millions d'exemplaires, dont les seuls revenus proviendraient de la publicité. C'est ainsi que le « Crapouillot » avait fait du « Figaro » et
de son directeur, Pierre Brisson, sa tête de turc en la matière. Le « Figaro » avait, en
effet, publié un Impressionnant
volume de publicité pour les
vins du Postillon, après le procès qui avait vu ceux-ci condamnés pour usage de produits
toxiques pour les consommateurs, procès au sujet duquel
le « Figaro » était demeuré par
ailleurs, fort discret.

C'est que les entreprises de presse sont régles comme toutes les autres, dans cette société, par la loi du profit, et peu importe finalement la source de celui-ci.

Il n'y a pas que les entreprises privées qui puissent ainsi faire pression sur les journaux. L'Etat est lui aussi un annonceur important, directement, et par le biais des agences de publicité qu'il contrôle.

D'après « l'Echo de la Presse et de la Publicité » du 6 janvier, par l'intermédiaire de l'agence Havas qu'il contrôle, l'Etat disposerait de 30 % des investissements publicitairés. « Il est évident — dit l'E.P.P. — que si le groupe Havas/Publicis, etc., coupe la publicité à un journal, celui-ci doit ployer le genou ».

Les Le Theule et Debré, comme leur maître, de Gaulle, sont donc inconséquents et bien ingrats en osant reprocher sa vénalité à la presse bourgeoise.

Certes, celle-ci est pourrie. Mais elle l'est d'abord et surtout quand elle se fait le défenseur de ce régime et de cette société, elle-même pourrie. Et c'est grâce à cette presse et à l'influence qu'elle exerce sur l'opinion publique que ces gens-là peuvent gouverner.

Il n'y a en fait de presse libre, dans cette société, que les petits journaux édités par les révolutionnaires et qui ne vivent que grâce au soutien, et aux efforts, de leurs sympathisants.

Ils sont peut-être bien moins lus que les autres, mais c'est justement parce qu'ils ne sont pas « vendus ».

## "LUTTE OUVRIÈRE" et "ROUGE"

organisent en commun

un grand meeting public

sur le thème:

#### CONSTRUIRE LE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE

dans la Grande Salle du Palais de la Mutualité 24, rue Saint-Victor — PARIS (V°) (Métro Maubert - Mutualité)

Attention : Ce meeting se déroulera le :

#### Vendredi 31 Janvier à 20 h. 30

(et non à la date primitivement prévue le 17 janvier) Participation aux frais 2 F

Nous espérons que les lecteurs de « Lutte Ouvrière » viendront nombreux à cette importante réunion.

## UN EXEMPLE DE CONGRES BUREAUCRATIQUE

E Syndicat C.G.T. de la publicité (pour prendre son titre exact : Syndicat national des employés, techniciens et cadres de la publicité) a tenu récemment (le 14 décembre) un congrès extraordinaire.

Le syndicat n'existe de manière indépendante que depuis deux ans la publicité était auparavant rattachés à la presse. Il fait partie de la Fédération C.G.T. des employés.

La publicité emploie des milliers d'employés, des « travailleurs indépendants » lui sont liés. C'est une branche assez peu syndicalisée, moins d'un millier de membres pour tout le syndicat. La société Havas est une des maisons les plus importantes. Les sociétés Havas et Havas-Conseil emploient 1.000 personnes à Paris, les succursales en province (Marseille, Nice, Nantes, etc.) en emploient 3.000. Publicis est elle aussi une entreprise importante, elle est encore très peu syndicalisée. Il y a surtout de nombreuses petites entreprises: Interplan (environ 200 employés), A.C.P., Publipress, Régie-Presse, Promo-Farm, etc.

En mai il y eut deux semaines de grève et Havas fut occupée un moment. S'il y eut congrès extraordinaire, la date fut légèrement avancée, ce fut parce que l'appareil ne pouvait tolérer plus longtemps la menace que représente pour lui l'expression d'idées contraires aux vieux credo stali-

nien, le spectre du « gauchisme » hante ses nuits.

La section Havas, celle qui comprend le plus de syndiqués (plus d'une centaine) passe pour «gauchiste » à leurs yeux. Le bulletin syndical qu'elle publie : Havas-Vérité ne plait guère à ceux qui en sont encore à se poser le problème de sortir un journal syndical pour la publicité. De plus il existe un comité d'action et cela ne saurait plaire à un P.C.F. sclérosé par l'électoralisme. Le congrès se plaçait dans une perspective de « reprise en main » déjà amorcée par les récriminations bureaucratiques d'un appareil sensibilisé à tout ce qui ne se trouve pas sous sa coupe et le vote d'un blâme porté contre un représentant Havas par 8 voix contre 3 et 2 abstentions à la C.E.

Il s'agissait lors du congrès d'exclure ce dernier de la C.E. pour « activités fractionnelles incompatibles » avec des responsabilités nationales ».

Comment se réunit le congrès syndical ? Chaque section envoie ses représentants, des observateurs peuvent y assister, les représentants mandatés sont élus par l'assemblée générale de la section. Il s'agit souvent là d'une clause de style, les mandatés prenant l'habitude de se mandater eux-mêmes.

Le nombre des délégués varie en fonction du nombre des syndiqués. Cependant deux mesures limitent cette représentativité proportionnelle.

D'une part les membres de la C.E. élue par le précédent congrès ont droit de vote même s'ils ne sont plus mandatés par leur

section. Cette mesure de conservation de l'appareil permit dans le cas présent à environ un tiers des participants de prendre part au vote sans mandat. Soit pour avoir perdu la confiance des syndiqués comme ce fut le cas pour un exdélégué d'Havas, soit afin de laisser d'autres se faire mandater et d'être ainsi plus nombreux à voter pour leur fraction au congrès. Interplan par exemple, avec une section de 20 syndiqués, disposait ainsi de trois votants.

D'autre part un amendement fut voté et modifia les statuts. Ceuxci prévoyaient un délégué par section de quinze à cinquante membres, puis deux de cinquante à cent, ainsi de suite jusqu'à quatre délégués pour deux cents membres et un délégué par cent ou fraction de cent en plus. Cet amendement permettait l'envoi d'un délégué pour les entreprises de cinq à cinquante syndiqués et non plus de quinze à cinquante. Les staliniens pouvaient ainsi s'assurer de nouveaux appuis et une masse de manœuvre plus large grâce à l'apparition de récentes petites sections syndicales datant de mai.

C'est ainsi par exemple que Promo-Farm (38 salariés) était représentée par un délégué d'une section de dix syndiqués, alors qu'Havas (1.000 salariés) n'avait que quatre délégués pour plus de cent syndiqués. Si cela peut paraître assez peu démocratique, le résultat le fut encore plus, car dans la nouvelle C.E. il n'y a plus de représentants Havas mais par contre trois représentants de Promo-Farm y ont place.

Alors qu'allait avoir lieu l'élection

des membres de la Commission exécutive nationale à laquelle nous étions tous candidats, le représentant de la Fédération intervint violemment pour demander aux congressistes de faire barrage contre un camarade accusé de mener une activité fractionnelle au sein de la C.G.T. et de sympathiser avec le comité d'action de l'entreprise. Il ne craignait pas d'ajouter « qu'il y a des flics dans toutes les entreprises et qu'ils se trouvent parfois là où on n'aimerait pas les trouver », tandis qu'un autre camarade secrétaire de section assurait que « s'il existait un climat policier dans l'entreprise, c'était sans doute à cause de notre attitude provocatrice ».

Des pressions étaient exercées sur une camarade d'Havas, membre de l'ancienne commission exécutive pour qu'elle revienne sur sa décision de ne pas se représenter.

Enfin, une commission se réunissant pour examiner les vingt-sept candidatures qui avaient été déposées. Elle décidait peu après d'éliminer les quatre militants délégués démocratiquement par la section Havas-Paris.

Cette incroyable mesure antidémocratique provoquait notre indignation et nous exigions de la commission qu'elle justifie son avis. Certes comme il fallait s'y attendre elle s'en montrait incapable assurant seulement qu'elle avait jugé suffisant de proposer la réélection des anciens membres de la C.E. représentant Havas.

Voyant cela, nous décidions de quitter la réunion, imités aussitôt par notre secrétaire général qui déclara « ne pouvoir admettre de telles méthodes » tandis 'qu'un lourd silence s'abattait sur la salle.

Nous condamnons sans réserves la prétention de quelques-uns à diriger un syndicat sans tenir compte de l'avis des travailleurs et appelons les syndiqués d'Havas et des autres entreprises de la publicité à protester contre ces incroyables atteintes à la démocratie syndicale, de se débarrasser au plus vite de ces tares que constituent pour le mouvement ouvrier le sectarisme, l'opportunisme et les méthodes bureaucratiques.

Mais l'affaire n'est pas encore dans le sac pour les bureaucrates, ce ne sont pas seulement des individus mais toute une section qui s'est ainsi trouvée bloquée bureaucratiquement au congrès, il se trouve aussi que c'est justement celle qui compte le plus d'adhérents et qui s'est montrée la plus active lors de la grève générale. Une motion proposée à la section syndicale Havas-Paris par ses mandatés condamne les calomnies et les manœuvres et demande.

« La participation d'un représentant de l'actuelle commission exécutive et d'un membre de la Fédération des employés à la prochaine assemblée générale de notre section pour qu'ils s'expliquent sur les faits reprochés.

La dissolution de l'actuelle commission exécutive et la tenue dans les plus brefs délais d'un nouveau congrès dont la préparation et le déroulement s'effectueront sous le contrôle démocratique des syndiqués. »

#### CITROEN :



Citroën à Levallois

A semaine dernière le « Syndicat indépendant des salariés de Citroën », rattaché sur le plan national à la Confédération française des travailleurs, d'inspiration gaulliste, a distribué aux portes des différentes usines un « programme d'action ».

Il n'y a pas grand-chose à dire sur le programme lui-même. Son but avoué est d'aboutir « à un accord d'entreprise juste et équitable permettant à tous de trouver des améliorations dans : leur position sociale, les relations humaines, les conditions de travail ». Sur tous les problèmes importants qui se posent aux travailleurs de l'entreprise ce programme est parfaitement muet. Par exemple il réclame «les mêmes avantages pour les travailleurs immigrés que ceux accordés aux travailleurs Français» sans dire un seul mot des contrats de travail provisoires auxquels sont soumis les travailleurs immigrés qui représentent plus de 40 % de l'ensemble des ouvriers du groupe Citroën.

Autre exemple ce programme n'accorde pas une seule ligne à la réduction du temps de travail ou à la lutte contre les cadences. Les violations des libertés syndicales systématiques (plus de 100 militants cégétistes licenciés en six mois) ne sont même pas abordés.

Mais venant d'un syndicat jaune, créé par le patronat et qui marche à sa botte, toutes ses lacunes ne peuvent étonner.

Par contre ce qui est plus étonnant c'est l'accueil que ce tract a reçu tant chez les travailleurs du rang (surtout ceux des chaînes) que chez les militants syndicalistes C.G.T. ou C.F.D.T.

Sur les chaînes la réaction de certains travailleurs a été de dire « finalement leur programme n'est pas plus mal que celui de la C.G.T. ».

Chez les militants syndicaux la

réaction a été parallèle sinon identique. Réflexion d'un militant C.G.T. de Balard bien placé dans l'appareil: « Les salauds ils nous ont piqué notre programme et la direction est capable de leur donner satisfaction. » Même genre de réactions chez des militants C.F.D.T. de l'outillage Javel qui étaient très impressionnés par le fait que les délégués C.F.T. se promenaient dans les ateliers en affirmant bien haut qu'ils obtiendraient satisfaction sur la plupart des points de ce programme.

Or, comme nous venons de le voir, ce programme n'aborde aucun des problèmes revendicatifs essentiels. Par contre il met l'accent sur un certain nombre d'avantages maison (ristournes sur les voitures), sur des petites revendications catégorielles intéressant les professionnels (suppression « en partie » des stades intermédiaires entre catégories P1, P2 et P3) ou sur l'obtention d'avantages minimes (mensualisation... après vingt ans d'ancienneté, pas de retenue sur la prime semestrielle pour fait de maladie, jours de congés supplémentaires, événements familiaux, etc.)

Quand les jaunes

doublent la C.G.T.

Mais comme depuis la rentrée la C.G.T. a volontairement abandonné toute lutte importante dans l'usine (notamment en appelant les travailleurs des usines du XV° arrondissement à venir récupérer alors que beaucoup voulaient mener la lutte contre la récupération) pour consacrer toute l'énergie de ses militants soit à des problèmes intéressant le comité d'établissement, soit, dans le meilleur des cas, à la signature de pétitions, il n'est nullement étonnant qu'elle craigne que sur le terrain de l'inaction les indépendants, qui bénéficient de l'appui de la direction, soient plus capables qu'elle d'obtenir des broutilles qu'ils présenteront comme de grandes vic-

En fait les craintes de la C.G.T. sur le succès que risquent de rencontrer le syndicat indépendant, sont parfaitement fondées. De très nombreux travailleurs ont été écœurés de la politique menée par la C.G.T. en mai-juin (où le syndi-

cat a dû faire voter « à l'arraché » pour obtenir la reprise du travail) et par son action à l'usine depuis cette date. Outre la trahison face au problème de la récupération, la campagne nationaliste qu'a menée la confédération jusque dans les selfs sur le thème de la recherche d'une solution «française» au problème Fiat-Citroën a indisposé à son égard de très nombreux travailleurs immigrés.

En attaquant la C.G.T. sur un terrain où il peut la concurrencer (celui de l'obtention de petits avantages qui ne coûtent rien à la direction) le syndicat indépendant espère bien profiter du dégoût et du découragement de nombreux travailleurs.

Et il est probable que si d'ici les prochaines élections de délégués au printemps prochain la C.G.T. continue sa politique d'inaction sur l'entreprise, le syndicat indépendant gagnera à n'en pas douter un nombre appréciable de voix. Voilà encore un bel exemple de la façon dont la politique réformiste de la C.G.T. apporte de l'eau au moulin des syndicats jaunes.

### correspondances des entreprises

### Chez RENAULT (Billancourt)

## Des jeunes travailleurs empêchent un licenciement



A Billancourt

N mai, les ouvriers du Département 70, et surtout les jeunes, ont été parmi les premiers à cesser le travail. Il en avaient pardessus la tête des cadences, des brimades de toutes sortes et du mépris souverain que certains chefs affichaient à leur égard. Quelque temps après, « la paix sociale » revenue, la maîtrise se sentant le vent en poupe, estima qu'il était temps qu'elle vaque à sa triste besogne d'antan, avec un peu plus de zèle encore.

C'est dans une atmosphère de plus en plus étouffante que nous travaillons et pour que celle-ci ne chauffe pas de trop, les braves têtes de lard qui ne pensent qu'à la production, pour être « tranquilles », ont décidé de réduire au silence les contestataires. Pour cela différentes méthodes sont employées : la corruption (« on voulait te donner de la rallonge, mais comme... Si tu te tiens tranquille, on te la donnera la prochaine fois »), l'intimidation (interrogatoires dans le bureau du chef du Département de certains jeunes) et l'élimination par licenciement ou mutation.

Ainsi, récemment, un camarade immigré a été mis à la porte. Prétextant qu'il n'était pas défendable et que les gars n'étaient pas chauds pour le défendre, les syndicats n'ont rien fait de valable, d'efficace, sinon les traditionnelles délégations de bonzes au chef du département et à celui des relations sociales, pour la forme. La participation oblige! Voyant cela, le chef du Département se frotte les mains de joie et licencie un second ouvrier, un jeune, pour acte de « vandalisme ». En fait, histoire de se décontracter, il avait descendu quelques ampoules électriques. Quand on travaille chez Renault, on a beau être jeune, il est interdit de se livrer à des gamineries.

Instruit par l'expérience de la veille, où notre camarade immigré a été licencié avec la bénédiction des « élus des travailleurs », le Comité d'action du Département 70 n'attend plus, cette fois-ci, que les syndicats « se décident à faire quelque chose ». Il réunit une di-

zaine de jeunes, les plus dévoués, et rédige un tract pour informer le personnel des licenciements qui ont eu lieu et invite les travailleurs du Département 70 à manifester leur solidarité à une victime de l'exploitation.

Les syndicats qui n'avaient jusqu'ici pas informé le personnel sur les licenciements et qui comptaient bien fermer les yeux une nouvelle fois, se pressent de sortir un tract et invitent les travailleurs à se réunir le midi dans l'allée centrale pour discuter d'une action. Après quelques tergiversations, un certain nombre d'ouvriers, assez peu nombreux, mais surtout des jeunes, se réunissent dans l'allée centrale. Des membres du Comité d'action s'indignent de ces licenciements, et affirment que dans une telle situation il faut envisager de se défendre par la grève. C'est un mot qui sonne encore durement. Le premier licencié était déjà parti. Mais en ce qui concerne le jeune ouvrier, il fut muté dans un autre secteur de l'usine et déclassé, mais il ne fut pas licencié.

Devant la détermination des jeunes, même peu nombreux, la direction a tenu à marquer le coup, mais elle a finalement reculé.

Ce que les syndicats prétendaient indéfendable, quelques jeunes ont su le défendre avec un relatif succès.

Quand les syndicats démissionnent devant leur tâche la plus élémentaire, les travailleurs doivent riposter eux-même. Les jeunes du Département 70 ont montré que cela était possible.

#### ALSTHOM (St-Ouen)

## Elections de délégués du personnel

Ly a deux mois environ, est apparue à l'Alsthom une section C.F.D.T. formée à l'initiative de militants qui contestaient la manière dont la C.G.T. s'était comportée en mai dernier.

Jusqu'alors, à l'Alsthom, la C.G.T. et le P.C. étaient les seules organisations officiellement présentes depuis une dizaine d'années. Quand on dit « présentes », tout est évidemment relatif ; le P.C., par exemple, n'a pas distribué de tracts depuis la grève.

Le lendemain de la distribution du premier tract C.F.D.T., diffusé à la porte par une dizaine de jeunes militants, la C.G.T. distribuait une de ces petites mer veilles, dont elle a le secret, contre les « gauchistes ». Ce joyau attaquait un militant exclu de la C.G.T. pour ses idées révolutionnaires.

Ce tract fut peu apprécié par le personnel, et le jour-même, les délégués, qui soudain s'étaient mis à sillonner l'atelier et à discuter avec tout le monde, se faisaient copieusement rappeler à l'ordre. Ce qui revenait le plus souvent, c'était: « Mais, bon Dieu, qu'est-ce que vous avez tous contre ce gars-là? »

Furieux d'avoir tapé à côté du but, les représentants de la C.G.T. devinrent alors hargneux. Jusque-là, gauchistes ou pas, les relations individuelles étaient restées amicales. Mais depuis l'annonce de la formation de la section C.F.D.T., quelques staliniens invétérés avaient pris l'initiative de ne plus dire bonjour, par exemple; ce qui n'est pas admis du tout des ouvriers. Pas plus que refuser de venir boire un coup quand c'est la fête d'un copain.

Les élections ont donc eu lieu, courant décembre, dans cette atmosphère, et à Delle, dans l'atelier où la C.F.D.T. présentait des candidats (on vote en deux usines à l'Alsthom), la C.G.T. obtenait 188 voix et la C.F.D.T. 99. Ce qui leur a donné respectivement 4 et 2 élus; à la surprise générale, car tout le monde s'accordait pour dire que la C.F.D.T. aurait un siège, mais pas deux.

Dans l'autre secteur de l'usine, là où la C.F.D.T. ne présentait pas de candidat, sur 900 inscrits environ, il y eut plus de 300 abstentions et bulletins nuls, soit 34 %, ce qui est considérable.

Dans le collège technicien, la C.G.C. a enlevé 2 sièges sur 3 à la C.G.T.; et dans ce collège, la tête de liste C.G.T., contre-révolutionnaire notoire et paraît-il conseiller municipal à Saint-Ouen, a été tellement rayé qu'il n'a pas été élu, c'est le deuxième de la liste qui est passé.

A la suite de ces résultats, la C.G.T. propagea au niveau de ses dirigeants le mot d'ordre: « Un an pour éliminer la C.F.D.T. de l'Alsthom. » Comme objectif à l'action syndicale, c'est pour le moins inattendu! Mais même cela ne se fera pas. D'ailleurs, la semaine suivante eurent lieu à Delle les élections de suppléants; et, loin de perdre des voix, la C.F.D.T. en a gagné de nouvelles, la C.G.T. en perdant 36.

Ont obtenu:

— C.G.T.: 152 voix - 4 sièges.

— C.F.D.T.: 113 voix - 2 sièges.
Pendant le dépouillement, certains cégétistes étaient verdâtres à l'idée qu'ils pourraient perdre le troisième siège. Ils avaient raison, puisqu'il s'en est fallu d'une

Maintenant, les dirigeants C.G.T. en sont à regretter d'avoir excluil y a un an l'ouvrier qui s'est présenté en tête de liste C.F.D.T. cette année. Ils ont écrit dans un tract: « Si la C.G.T. n'est pas ce qu'il rêve, nous aurions aimé qu'il nous aide, à sa place, comme un camarade de bonne volonté, à faire de la C.G.T. un meilleur outil de lutte.

» Il a préféré se mettre sur la berge : vivre dans son rêve permanent et tenter d'y entraîner les travailleurs, les jeunes surtout. »

Et quelques lignes avant :
« Il sait aussi que, dès lors qu'il s'est exclu lui-même, par ses tracts dénonçant la C.G.T... »

Et voilà! Les rêveurs deviennent influents, sur les jeunes surtout! Quelle génération!

Pourtant, la C.G.T. aura certainement du mal à éliminer la C.F.D.T. à l'Alsthom, et nous doutons qu'elle puisse respecter le délai d'un an.

Cela fait partie de ce qui a peut-être changé depuis mai-juin. Dans une usine où le P.C. a la réputation d'être le plus implanté de la localité, dans Saint-Ouen, une municipalité communiste, on ne peut pas faire taire les militants révolutionnaires.

## S.F.A. Peugeot (Dijon)

### Au sujet des élections du personnel

Peugeot-DIJON, grande usine métallurgique de la ville, les élections professionnelles qui ont eu lieu avant Noël ont causé une certaine surprise, pour ne pas dire de la stupeur dans les milieux ouvriers de Dijon: en effet, les trois délégués titulaires de la C.G.T. les plus connus ont été rayés au point de perdre leurs sièges.

(La C.F.D.T., elle, a gagné des voix et des sièges, ce que tout le monde prévoyait.)

Mais si tout le monde pensait que la C.G.T. perdrait des voix, personne n'osait imaginer que cela irait jusqu'à rayer les délégués les plus connus placés en tête de liste.

Une perte de voix C.G.T. était prévisible étant donné le comportement de la section syndicale C.G.T. durant les événements du mois de mai. Ses militants ont, à cette époque, défendu la « ligne » Séguy, et ont déployé toute leur énergie pour faire reprendre le travail aux ouvriers de la S.F.A. après les « accords de Grenelle » alors que la majorité, et notamment les jeunes, voulait approfondir le mouvement, il leur a fallu toute leur autorité pour contraindre les travailleurs les plus combatifs à suivre cette ligne.

Ces délégués C.G.T., étaient des OS 2, anciens dans la maison, certains délégués depuis plus de dix ans et connus antérieurement pour leurs affrontements avec la direction.

Mais leur prestige y a beaucoup perdu, surtout auprès des jeunes, qu'ils ne se gênaient pas pour engueuler quand ces derniers leur demandaient des comptes ou tout simplement des informations.

Le moment des élections a été le moment de vérité où les ouvriers mécontents de l'attitude de la C.G.T. en mai et surtout les jeunes ont utilisé les possibilités que leur donne le droit de rayer des noms sur la liste présentée par les syndicats.

C'est une cinquantaine d'ouvriers qui ont voté C.G.T. tout en rayant les têtes de liste. C'est relativement important dans le sens où c'est une cinquantaine de gars qui n'acceptent pas que la section syndicale échappe au contrôle de la base des travailleurs.

Les délégués syndicaux en place depuis dix ans, grâce, notamment, à une législation qui donne le quasi-monopole des élections de délégués du personnel aux grands syndicats, ont durement payé leur attitude négative en mai. Cela les rendra peut-être moins autoritaires vis-à-vis de l'ensemble des ouvriers et peut-être plus... démocratiques.

### correspondances des entreprises

### la S<sup>16</sup> Rovennaise de criblage et de concassage

A Société Rouennaise de Criblage et de Concassage, sur le port de Rouen, regroupe actuellement, une centaine d'ouvriers (en comptant les employés de bureau et les cadres)

Arrivant surtout de Russie, le charbon est traité, calibré, et sort de l'usine prêt à l'emploi.

Il y a deux ans, environ 150 ouvriers travaillaient à la S.R.C.C. Mais le traitement du charbon n'est plus une branche très rentable, et, d'année en année, les arrivages se réduisent. Il y a deux ans il y eut environ une trentaine de licenciements, en comptant ceux de la Sogerac (entreprise qui traite les fines de charbon pour en faire des boulets), et qui a fusionné avec la S.R.C.C. Actuellement, il y a trois mises à la retraite

Autrefois, les deux usines de la S.R.C.C. fonctionnaient. Maintenant, la petite usine ne marche que 2 ou 3 jours par mois, et ce sont des ouvriers de la grande usine qui y sont déplacés dans ces cas-là. Ceux qui restent dans la grande usine n'ont plus qu'à se débrouiller pour faire le même travail avec des effectifs réduits!

Le travail se divise en 3 opérations principales : le charbon est concassé, puis il passe au lavoir et il est ensuite calibré.

Au concassage, il y a perpétuellement de la poussière, et aussi un bruit infernal.

C'est aussi au concassage qu'a lieu l'epierrage : le charbon arrive sur des tapis roulants, mais il est mêlé à des cailloux et il faut les enlever, sans cela ils bloquent les machines. C'est pourquoi le long du tapis roulant, 5 travailleuses, les seules de l'usine, ont pour tâche de retirer les cailloux mêlés au charbon, au fur et à mesure qu'ils passent. Il est nécessaire d'avoir une grande habitude, car les cailloux sont couverts de poussière de charbon, et ne s'en distinguent que par une différence d'éclat. Malheureusement, il n'y a pas que les cailloux qui sont couverts de poussière et les ouvrières la respirent à longueur de journée. Au moment où nous écrivons, 3 des travailleuses de l'épierrage sont malades et les deux seules qui restent doivent se débrouiller comme elles peuvent!

Le charbon passe ensuite au lavoir. Puis le charbon propre va au criblage : il y est calibré. Là aussi le bruit est infernal.

(Et il y a à peu près trois ans, dans toute l'usine, il y avait encore plus de poussière, car on n'arrosait pas le charbon. Dans certains coins, il arrivait même que l'on ne puisse avancer qu'à tâtons!)

Le charbon retourne ensuite sur les quais, pour y être déversé dans des wagons, qui sont ensuite accrochés pour former un convoi. Un ouvrier a pour tâche de caler les wagons sous les « descenseurs » (sortes de tapis roulants), où ils sont chargés. Deux autres travaillent aux cabestans : avant de former des convois, les wagons sont tirés avec des câbles. et ensuite repris par des tracteurs.

Récemment deux accidents graves, dont un mortel, ont eu lieu parmi les ouvriers de la S.R.C.C. qui travaillent sur les quais. Un ouvrier assez âgé - manœuvre s'occupant du nettoyage - qui aurait dû prendre sa retraite en juillet mais qui travaillait jusqu'en décembre pour avoir la prime de fin d'année, a été tué alors qu'il était en déplacement à Petit-Quevilly, par un « crapaud » (c'est-à-dire une benne qu'on accroche aux grues) qui avait été laissé, les mâchoires fermées (donc formant un arc de cercle et roulant facilement), et non pas ouvertes comme il se doit, au sommet d'un tas de charbon. Le crapaud est tombé au moment où l'ouvrier travaillait à côté de ce tas, sans qu'il ait la moindre possibilité de s'écarter.

Un autre ouvrier, qui se trouvait à côté du cabestan pendant qu'on déplaçait les wagons a eu la jambe cassée par le

En plus des accidents, il faut compter avec les maladies dues à l'absorption constante de poussière de charbon, notamment par l'absorption de silice. Pour compenser cet « inconvénient », nous avons droit à une « prime de poussière » : 1,50 F par quart, et quand il y en a beaucoup, 2,50 F, tout juste le prix d'un tube d'aspirine! Et, il y a environ 11 ans, un ouvrier ayant été atteint de silicose, on refusa de considérer que c'était une maladie professionnelle...! sous prétexte qu'à la S.R.C.C., contrairement aux mines, nous sommes à l'air libre!

Et pourtant, il existe bien des systèmes d'aération, d'aspiration de poussière. Il y a environ 7 ans, un ingénieur vint pour examiner les possibilités d'installer un système d'aération, mais, après l'établissement d'un devis, la direction y renonça, sous prétexte que le système envisagé n'était pas applicable : il était nécessaire de recouvrir les machines, et les travailleuses du tapis roulant auraient été recouvertes du même coup! Mais n'existe-t-il vraiment aucun autre système? A moins que ça ne soit trop coûteux? Après tout, cela coûte finalement moins cher de remplacer un ouvrier malade par un autre, tout simplement! Et pour le patron, les profits importent plus que notre santé.

Non seulement il doit bien être possible d'installer un système d'aération, mais aussi, si nous respirions la poussière de charbon moins longtemps chaque jour, nous aurions beaucoup moins de chances d'en être malades. A la S.R.C.C. les charbonniers (c'est-à-dire les nettoyeurs), et les machinistes font 45 heures par semaine, et les ouvriers de l'atelier 48 heures. Avec des réductions d'horaires (sans diminution de salaire, bien entendu), nous passerions moins de temps à respirer l' air libre » de la S.R.C.C.!

## Les quarante heures sont entrées en application Ne tombez surtout pas malade

ANS les hôpitaux parisiens, les 40 heures sont entrées en application officiellement le 2 janvier. Cela se traduit pour le personnel par 2 jours de congé hebdomadaire.

C'est du moins ainsi que les choses devraient se passer.

Mais la réalité est beaucoup moins riante, car dans la mesure où le personnel manque (il manquait déjà avant, au moment de l'application des 42 heures, et



l'embauche est toujours bloquée), l'administration essaie de « rabioter » par tous les moyens : c'est ainsi qu'à Garches, la journée du 2 novembre n'est pas donnée au personnel, alors qu'à Créteil, on la donne en catimini, sans la mettre sur les cartes de repos, et qu'à Necker, on la donne sans problème: chaque hôpital rabiote plus ou moins, à la mesure de ses trous à boucher.

C'est ainsi que les Jours dus depuis juin, à Lariboisière (1 à 2 jours, selon les cas), ne sont toujours pas récupérés, car cela obligerait les salles à être, quelquefois pendant trois jours, sans infirmière diplômée.

Car les choses en sont là: la moindre absence non prévue est une vraie catastrophe, surtout dans la mesure où le service « normal » n'est jamais assuré.

Dans un service de médecine, « normalement » il doit y avoir une infirmière pour dix malades. Or la situation « normale », avant

janvier, était souvent à Lariboisière, dans un service de médecine, d'une infirmière pour dix-sept malades, et depuis janvier d'une pour vingt-deux ou vingt-cinq, sans compter que le samedi, jour de repos de la secrétaire et de la surveillante, cette même infirmière s'occupe de répondre au téléphone, de remplir la paperasse, de suivre la visite du patron, en plus de ses vingt-deux ou vingt-cinq malades bien sûr. Les services de jour manquent de personnel, alors que dire de la garde où une seule. infirmière s'occupe de quarante à cinquante malades, et de la veille, où il n'y avait la semaine dernière ni infirmière ni aide soignante, mais deux agents hospitaliers pour le même nombre de malades!

C'est ainsi qu'une femme, qui avait été hospitalisée en fin d'après-midi, pour un infarctus, est morte le lendemain dans la matinée: personne n'avait pu, ainsi que cela aurait dû se faire, prendre sa tension artérielle toutes les demi-heures, entre 22 heures et 10 heures le lendemain. La nuit, il n'y avait personne, et le matin qui était un samedi, trop de travail pour le peu d'infirmières. Et ce n'est sûrement pas le seul cas de ce genre... ni à Lariboisière ni ail-

### C.I.T. (Département commutation), Paris-15

## Le prix de la soumission

En juin, après la grève, comme dans beaucoup d'entreprises, nous reçûmes 50 % du salaire perdu durant la période qui allait du début de la grève aux accords de Grenelle.

Dans le « protocole résumant les réponses de la direction au cahier de revendications », le paragraphe concernant l'acquit définitif de ces 50 % était plus qu'ambigu. Dans le ténébreux écrit, impossible de savoir si, oui ou non, nous gardions l'argent, même si nous ne récupérions pas. Aux précisions demandées, le directeur général donna l'assurance verbale, verbale seulement, que dans tous les cas, ces 50 % restaient acquis.

Mais pouvions-nous faire confiance à ce menteur par profes-

Nous venions à peine de recommencer le travail fin juin, qu'apparut une note de service qui interprétait dans un tout autre sens le fameux paragraphe. Et sans ambiguïté: l'avance n'était pas acquise s'il n'y avait pas récupération.

Mais la note fit du bruit, et la combativité était loin d'être retombée. La section C.G.T., pourtant si timorée d'habitude, lança un mot d'ordre de grève et, à son appel, plus de la moitié de l'usine descendit dans la cour.

La note fut reportée, et modifiée en conséquence.

Juillet et août, périodes de vacances à la C.I.T., passèrent.

A la rentrée, les bruits qui circulaient sur une éventuelle récupération furent vite confirmés. Elle prit la forme d'une demi-heure à faire en plus pendant 49 jours, et de 3 samedis supplémentaires. Pour ceux qui ne voulaient pas récupérer, l'avance serait retirée en fin d'année.

Il y eut bien des protestations,

mais l'ambiance n'y était plus. Et ce n'est pas la pétition lancée par la C.G.T. qui regonfla qui que ce

Et, vaille que vaille, sous la pression des chefs, plus de la moitié du personnel vint récupérer, sans connaître la modalité de paiement, mais avec l'espoir d'un avantage conséquent.

Il fallut attendre la paie de décembre pour connaître enfin, et bien mal, les gains ou les pertes des uns et des autres, de ceux qui avaient récupéré et de ceux qui s'y étaient refusé. Mais, là encore, les calculs furent difficiles à faire car la prime de fin d'année venait masquer les comptes. Au vrai, il n'y avait guère de différence entre les sommes perçues par les uns et par les autres. Et les plus déçus, les plus touchés, ce furent en fin de compte ceux qui avaient récupéré. En effet, la direction avait considéré qu'elle leur avait payé en juin 50 % du travail ainsi effectué, elle ne leur offrit donc cette fois que le reste, et encore au taux normal, même pas en heures supplémentaires.

C'est fixer bien bas le prix de la soumission.

Espérons que les récupérants retiendront la leçon.

### SNECMA (Corbeil)

## HALTE AUX CADENCES!

A situation se dégrade dans l'aéronautique. Le ralentissement du travail, l'absence de commandes urgentes n'empêchent cependant pas la direction de la Snecma Corbeil de se conduire comme aux plus beaux jours de l'expansion : cadences accélérées. brimades, recours fréquent aux heures supplémentaires, travail au boni dans les ateliers de production

La semaine dernière, à l'avantsérie, les travailleurs, qui avaient été à la pointe du combat en mai, ont répondu comme il se devait à la dégradation des conditions de travail. Après avoir débrayé à 90 pour cent, et s'être réunis au restaurant, les ouvriers de secteur ont décidé d'aller dire eux-mêmes

au chef du personnel ce qu'ils pensaient de leurs conditions de travail. Comme par hasard, ce Monsieur était absent. Mais, quelques heures après, le directeur entra en contact avec les délégués et accepta une réunion pour discuter des conditions de travail à l'avant-série.

Qu'en résultera-t-il? Rien n'est encore connu. Mais la direction qui a pu mesurer la combativité des travailleurs, dont certains parlaient d'occuper les bureaux directoriaux, inclinera peut-être à la compréhension. Sinon les ouvriers qui ont déjà débrayé pour la suppression du boni, et la réduction des cadences, pourraient bien ne pas en rester là.

## COURRIER DES LECTEURS



Depuis une dizaine de numéros que je lis votre journal, par-delà tous les problèmes de fond d'un mouvement révolutionnaire que vous discutez dans vos colonnes, une préoccupation s'impose à moi.

Voilà:

Vous êtes bien fournis en photos d'agence, votre présentation typographique est bonne, votre mise en pages sent le professionnel, etc.

Plus grave, vous êtes distribués par la N.M.P.P., ce qui suppose que vous avez dû « tourner » un certain temps (2 ou 3 mois?) sans qu'aucune rentrée de fonds ne vous revienne de vos ventes.

Or, votre prix de vente reste semblable à celui d'autres hebdos de même volume, et vous ne faites pas appel à la pulbicité.

Pour « tenir » il vous faut done, soit un tirage de l'ordre de 100.000 exemplaires vendus (avec un minimum d'invendus), soit un soutien financier permanent.

D'autre part, pour lancer votre journal et tenir jusqu'aux premières rentrées de fonds, il a dû vous falloir une certaine mise de fonds initiale.

Voici donc les questions que je me pose :

- 1° Quelle mise de fonds initiale avez-vous dû faire ?
- 2º Quelle est la provenance pré-
- cise et détaillée de cet argent ?
  3° Avez-vous des soutiens financiers, et dans l'affirmative, les-
- quels et de quelle importance?

  4° Quel est votre tirage, et pourquoi ne le rendez-vous pas public?
  (avec le nombre d'abonnés).

Vous comprendrez, j'espère, que ces questions ont une importance considérable, et que les réponses que vous y ferez, permettront mieux que des articles toujours faciles à écrire, de juger de l'honnêteté et du sérieux de votre entreprise.

Aucun journal ne peut se permettre de parler au nom de la classe ouvrière si ses lecteurs ne peuvent exercer un contrôle sur lui, le contrôle de la gestion financière étant, bien évidemment, primordial.

Pour ces raisons, il me semblerait souhaitable que, dans un prochain numéro, vous publitez ces
questions avec leurs réponses
claires, précises et chiffrées. Il serait bon aussi de tenir, numéro par
numéro, le lecteur au courant de
votre tirage. Enfin, une sorte d'assemblée générale libre, pourrait,
chaque trimestre, aborder les problèmes de la gestion financière,
étant bien entendu que chacun aurait libre accès à votre comptabi-

lité, et que les bilans seraient publiés dans vos colonnes.

Une partie de la classe ouvrière est devenue méfiante à force d'avoir été couillonnée par trop de gens. A vous de savoir acquérir la confiance de cette fraction, et non pas à elle de faire confiance à tout prêcheur qui affirme parler en son nom.

Si aucune suite à cette lettre n'était donnée dans un temps raisonnable, je m'emploierais à lui donner le maximum possible de publicité. Et ceci n'est ni une menace, ni une tentative de pression, juste l'affirmation de ma détermination à ne laisser quiconque truander quiconque.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments attentifs et critiques.

G.P. Maconex (Ain)

P.S. - Je ne parviens pas à me procurer « L'Enragé », pourtant distribué, théoriquement, « p a r les N.M.P.P.

Comment expliquez vous que vous ne vous heurtiez pas, vous aussi, à ce genre d'obstacle?

Nous ne croyons guère à la sincérité cauteleuse de ce correspondant.

Nous estimons ne pas avoir à répondre, surtout dans les circonstances actuelles, à un tel interrogatoire.

Nous ne craignons pas non plus, la preuve, la publicité qu'il pourrait donner à ses tortueuses insiquations

Nous sommes soutenus, oui, c'est vrai, par des centaines de camarades, bénévoles, qui vendent « L.O. » à leurs voisins, leurs camarades de travail ou d'école, ou encore à la criée au coin des rue et qui, au départ, l'ont aidée à naître. (Notre correspondant voudrait peut-être leur liste?) Et c'est eux qui mettent la main à la poche lorsque les ventes n'ont pas atteint le niveau voulu. Ceux-là donneraient volontiers d'ailleurs, si cela était nécessaire, 5 ou 10 F chaque semaine pour payer les 7.000 francs que chaque numéro coûte, photos comprises.

D'autres soutiens, nous n'en avons pas. Que ceux qui croient que nous sommes financés par la police, ne nous lisent pas et achètent Le Parisien Libéré ou L'Humanité

Les camarades qui nous aident, eux, savent d'où vient l'argent. S'ils nous font confiance, c'est parce que nous exprimons leurs idées et leurs aspirations et que nous disons ce qu'ils ont à dire.

Enfin, pour répondre à la seule phrase politique de cette lettre, ajoutons que nous ne parlons pas « au nom de la classe ouvrière », nous ne connaissons personne qui le puisse; nous affirmons seulement que nous sommes une tendance du mouvement ouvrier, et que nous avons le droit d'exprimer et de défendre nos idées.

Souhaitons, pour terminer, bon courage à notre correspondant, car nous ne doutons pas qu'il ait écrit la même lettre, dans les mêmes termes, en formulant les mêmes demandes, à tous les journaux qui se disent de gauche, L'Humanité comprise. Jusqu'à présent, nous n'en avons pas vu beaucoup lui répondre.



Chers camarades.

J'ai pris connaissance de L.O. par des copains maçons parce que je suis plombier. Je m'abonnerai sur mon bonus de fin d'année. Pour le moment, je paie le numéro avec les copains. On en prend 2 ou 3 pour faire de l'affichage aux Lilas et au Pré Saint-Gervais.

J'ai vu que dans la correspondance des camarades parlent de la lettre de G.B. de Maisons-Alfort. J'ai lu sa lettre. Je pense que ce camarade a voulu dire que Lénine, Trotsky, Mao, Guévara étaient des professionnels révolutionnaires. Lénine, Trotsky et Mao ont fait l'école à leurs militants. Moi j'ai été dans les coups durs de mal, j'ai été passé à tabac à la Bastille la nuit du 23 mai, c'était la pagaïe, ceux du devant n'avaient rien préparé et on était plus que les C.R.S. On ne peut pas toujours aller aveuglément au matraquage. Une organisation est utile. C'est peut-être ce qu'a voulu dire le camarade G.B.

Pour les camarades étrangers on sait avec la radio et les journaux ce que leur bourgeoisie leur fait. Mais moi, je n'ai pas un franc à leur envoyer et je ne peux pas aller les aider. Le mieux, c'est de commencer à changer tout ici pour après les aider à changer tout chez eux. C'est en France comme dit le camarade G.B. qu'il faut d'abord tout faire, de la propagande et s'unir sur les revendications et pour l'action. Avec les camarades, on se demande ce que c'est que l'action socialiste. C'est jamais expliqué dans L.O. Le P.C. a une doctrine, le P.S.U. aussi, les Marxistes-Léninistes aussi. Si L.O. a un programme, il faut l'imprimer dans le journal. Avec les copains on pourrait adhérer à l'Action Socialiste si ça nous plaît.

Dans le bâtiment on a un problème syndical: il faut être à la C.G.T. ou à la C.F.D.T. ou rien. Nous on est rien parce que dans les deux syndicats les chefs décident seuls. On fait grève avec les uns et les autres chaque fois. Faudrait créer

un syndicat pour les jeunes, et régional, parce qu'on n'est pas assez par entreprise ou par chantier. Et puis il y a la question des camarades étrangers. Les Espagnols et les Portugais du bâtiment ne veulent pas faire grève. Ça c'est un problème qu'il faut étudier et trancher pour pouvoir faire de l'action contre les exploiteurs des ouvriers. C'est peut-être aux étudiants d'aller chez les Espagnols et les Portugais pour leur expliquer que l'union est nécessaire parce que nous, ils ne veulent pas nous

Bon courage, camarades de L.O. et avec les copains on continue à lire le journal et on se tient prêts.

R.M. Les Lilas

Les travailleurs étrangers « qui ne vous écoutent pas », « n'écouteraient » pas plus les étudiants. Il y a là un problème grave, sur lequel le patronat spécule, mais il faut bien comprendre qu'il est infiniment plus difficile et plus risqué de faire grève pour des travailleurs étrangers. Ce qui n'empêche cependant pas un bon nombre d'être dans toutes les luttes (en mai, par exemple).

Créer un syndicat de plus, même pour les jeunes, ne nous apparaît pas comme une bonne solution, car ce serait ajouter encore plus à la division syndicale. Mais rien n'empêche les jeunes de toutes les professions de se regrouper, de s'organiser ,sur la base de la localité ou de la région, pour faire entendre leur point de vue, et le défendre, au sein des divers syndicats ou auprès de tous les travailleurs.

Nous n'avons pas de programme, à proprement parler, parce que LUTTE OUVRIERE est un journal et pas un parti, mais disons quand même que notre programme c'est le marxisme : nous sommes partisans d'une société sans classes, sans exploiteurs, donc sans exploités et sans Etat, d'une société libre qui offrira à chacun de ses membres toutes les ressources de la technique moderne, sans que la richesse d'une minorité se paye de l'appauvrissement de la majorité, sans que les prouesses techniques voisinent avec la misère affreuse. Et nous pensons que seuls les travailleurs, en prenant et en exerçant le pouvoir, pourront transformer la société actuelle en une telle société d'hom-



Le correspondant qui nous demande de le conseiller pour son collège doit se mettre en rapport avec nous s'il veut que nous soyions en mesure de l'aider; en ne peut donner de conseils généraux, car il n'y a pas de panacée s'appliquant à toutes les situations

#### « LUTTE OUVRIERE »

#### est en vente dans les kiosques et librairies

Nous demandons à tous nos amis, à tous nos lecteurs, à tous ceux qui apprécient notre effort pour tenter de mettre sur pied une presse ouvrière et qui le jugent nécessaire pour l'information des travailleurs de nous aider.

Nous leur demandons de faire le maximum pour diffuser ce journal autour d'eux, auprès de leurs amis et connaissances.

Nous signalons d'ailleurs à ce sujet que « Lutte Ouvrière », diffusée par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, est en vente dans un très grand nombre de kiosques et de librairies, aussi bien à Paris qu'en province.

Nos lecteurs peuvent donc se le procurer régulièrement auprès de leur marchand de journaux habituel. Si celui-ci ne le reçoit pas encore, il lui est cependant toujours possible de demander immédiatement un service régulier auprès des N.M.P.P. Adresser toute correspondance à

Michel RODINSON
INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - PARIS-6\*

#### ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :
Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

## MAI-JUIN

#### DIMANCHE 26 MAI

Négociations avec le gouvernement.

G. Séguy: « La C.G.T. vient de faire en séance plénière la déclaration suivante :

» Elle recommande aux travailleurs de rester vigilants devant toute tentative de provocation et de ne répondre qu'à des mots d'ordre de manifestation où la C.G.T. serait partie prenante. »

On s'interroge sur l'intérêt d'une telle déclaration devant Pompidou.

« La commission administrative a donné mandat ferme à sa délégation pour (...) obtenir l'indemnisation des jours de grève (...), pour que le gouvernement et le patronat acceptent une clause d'échelle mobile des salaires liés à l'évolution du coût de la vie (...), pour que soit déterminé un calendrier précis de la réduction de la durée du travail afin de revenir à la semaine de 40 heures dans les plus brefs délais et qu'il en soit de même pour l'abaissement de l'âge du départ en retraite.

» Cette déclaration a été accueillie par un silence complet de la part du patronat et du gouvernement. » Notons quelques points:

1. Apparition soudaine de « l'échelle mobile ». Aucune campagne de popularisation jusqu'à ce jour dans le pays. 2. « Calendrier », au lieu de « 40 heures tout de

suite ». 3. Aucune allusion à une conversation que Séguy aurait eue avec Pompidou avant que commencent les entretiens de Grenelle. Plusieurs sources ont affirmé l'existence d'une telle conversation. Il n'y a jamais eu

de démenti. 4. Pompidou qui, bientôt, sera très préoccupé par le respect formel de la démocratie (votes secrets pour la reprise du travail), l'est beaucoup moins en ce moment Il pourrait en effet dire que le gouvernement se doit de discuter, non pas simplement avec des représentants syndicaux de deux millions de salariés au plus. mais avec des représentants élus de dix millions de grévistes et mandatés pour engager les négociations sur des points très précis : salaires, 40 heures, échelle mobile, etc., discutés dans toutes les usines de France.

Le rusé Pompidou se gardera bien de se soucier ce jour-là de « démocratie formelle ». Et on le comprend. A propos de l'échelle mobile subitement apparue, Benoît Frachon déclare :

« Il a fallu que nous mettions les pieds dans le plat pour ramener la discussion sur ce sujet. C'est un des problèmes essentiels sur lesquels la classe ouvrière est très sensibilisée. »

Curieuse phrase qui tendrait à faire croire au lecteur que les centrales syndicales n'ont pas cessé de soutenir cette revendication.

« Nous nous trouvons aujourd'hui en présence d'un mouvement de grèves et d'occupation des entreprises qui n'a jamais connu d'égal dans notre pays, même en

Frachon, L'Humanité, 27 mai.

L'Humanité du 27-5 publie une note importante concer-

nant les conversations de Grenelle :

« Dimanche, 16 h 30. Conformément à la règle observée, aucune déclaration n'est faite à l'issue de cette

D'autre part, aucun compte rendu détaillé des discussions ne sera publié, même en juillet. Il est bien évident que tout le patronat est tenu au courant heure par heure. Seul le prolétariat est victime de cette indigne diplomatie secrète.

Et qu'en résulte-t-il? Un accord?

Les uns disent oui, les autres non.

« La C.G.T., conformément à l'engagement pris devant les travailleurs, a prévenu le gouvernement et le patronat qu'elle réservait sa position sur chacune de leurs concessions jusqu'à ce qu'elle ait consulté l'ensemble des travailleurs en grève, tous solidaires les uns des

L'Humanité, 28 mai.

Pour le gouvernement, il y a « un accord ».

« 7 h 40. C'est fini. M. Pompidou va faire une déclaration et lire le texte de « ce qui a été convenu ». » C'est L'Humanité qui met des guillemets à « ce qui a

été convenu » et qui laisse entendre ainsi que rien n'a « été convenu ». « La séance s'est pratiquement terminée par un

désaccord, dit en sortant Séguy. »

L'Humanité, 28-5.

Séguy: « Il reste encore beaucoup à faire et nos objectifs restent, mais les revendications qui ont été retenues pour une grande part, et ce qui a été décidé ne sauraient être négligés. »

L'Humanité, 28-5.

Ainsi, rien n'a été « convenu », mais quelque chose a été « décidé » bien que la séance se soit terminée par un désaccord. De cette manière, il sera toujours possible, dans l'avenir, de se référer à telle ou telle

Et que disent les autres secrétaires de syndicats? Descamps, C.F.D.T.: « En 25 heures de discussions, nous avons obtenu des résultats que nous réclamions depuis des années... Les avantages acquis sont importants. »

Bergeron, F.O.: « Nous ne pouvons que constater un certain nombre d'accords et de désaccords. »

# **JOURS** (VIII)



La réponse de la jeunesse aux Accords : Charlety (Photo U.P.I.)

Tessier, C.F.T.C.: « Les avantages l'emportent de très loin sur les insuffisances. »

Qu'y a-t-il de vrai dans tout cela?

Sur le plan salaires, l'Etat gaulliste lâche de substantielles augmentations aux salariés les plus mal payés, ceux des entreprises marginales. Cela n'est pas pour gêner le grand capital car cela accroîtra la concentration par la faillite de petites boîtes.

Gingembre, délégué général des Petites et Moyennes

Entreprises, écrira dans La Volonté:

« Ces charges vont directement entraîner une augmentation des prix qu'il est encore impossible de chiffrer, qui variera d'ailleurs selon les secteurs, mais qui ne semble pas, en moyenne, devoir être inférieur à 15 %. »

Pour le reste, l'Etat ne lâche pratiquement rien. Rien sur l'abrogation des ordonnances.

Rien sur les 40 heures, car il faut un certain cynisme pour considérer comme un résultat le retour aux 44 ou 47 heures l'année prochaine.

Rien sur les salaires, pensions et retraites, car une augmentation, d'abord hiérarchisée et non garantie par l'échelle mobile des salaires, n'est qu'un nuage de fumée dans le meilleur des cas et un drame pour les vieux travailleurs qui vont supporter très vite une hausse du pain alors qu'ils n'ont pas obtenu un sou

Le droit syndical? Là aussi, l'Etat gaulliste ne lâche que ce qui peut l'intéresser. Les patrons sont partagés sur cette question. Mais une bonne partie d'entre eux à la lueur des événements — considère qu'un syndicat est souvent une garantie contre les explosions de colère incontrôlés. C'est Frachon lui-même qui, en 1936, devant des patrons qui s'impatientaient devant la lenteur de la reprise, répondait que dans de nombreuses boîtes il n'y avait plus de cadres syndicaux pour arrêter la grève. Ces cadres avaient été licenciés dans les années précédentes. Hochant la tête, un interlocuteur patronal répondit : « Nous avons et tort. »

Ceci dit, l'Etat bourgeois est tout prêt à admettre le principe de tout ce qui est « primes particulières », avantages maison », etc. Depuis longtemps, il voit d'un bon œil le « petit stock de charbon » au mineur, le « calendrier » au facteur et le « carnet de voyage » au cheminot.

Tout ce qui graisse les rouages, tout ce qui divise concrètement les salariés ne peut que lui plaire.

N'y a-t-il donc eu rien de convenu à Grenelle? Si, il y a un accord, un accord capital. Un accord qui n'a pas besoin de signature et qui n'en est pas moins

On liquide la revendication des 40 heures, juchelle mobile et la question des ordonnances, car on déc de de ne plus se rencontrer, c'est-à-dire de ne pas revenir sur les grands points qui nécessitent des accords nationaux.

Pour les broutilles, prière de s'adresser aux branches d'industrie.

Et c'est pourquoi, entremêlé de virils et creux « Il faut exiger », le communiqué de la C.G.T. conclut :

« Ce que le gouvernement et le C.N.P.F. n'ont pas consenti à l'échelle nationale interprofessionnelle, il faut le leur imposer aux autres niveaux dans le cadre des ns qu'il faut exiger immédiatement par branche d'industrie et secteurs professionnels et qui se poursuivent dans les secteurs nationalisés et publics. » L'Humanité, 28 mai.

La chose est claire. L'Etat, qui a accepté comme interlocuteurs valables les représentants d'un gréviste sur cinq, ne tient pas du tout à ce qu'ils perdent la face. Il ne polémique pas sur ce qui a été ou non « convenu ». Il conçoit très bien qu'une partie importante des grévistes est « potentiellement gauchiste » et ne va pas digérer les lamentables miettes. Il n'exige pas l'impossible arrêt de l'offensive. Il fait en sorte que l'offensive soit fragmentée, compagnie par compagnie, jusqu'à épuisement et échec

La trahison se perfectionne à travers les décennies. On ne va pas entendre: « Il faut savoir terminer une grève. » C'est aujourd'hui impossible à dire. On entendra aujourd'hui le commandant dire à chaque compagnie : « Attaquez en file indienne, déterminez-vous librement », mais surtout ne décidez pas de vous unir. Soyez durs ici, mais mous là-bas si ça vous chante, car nous sommes démocrates. Ainsi une grande quantité de grévistes ne verra pas clairement la trahison. A l'heure où les arsenaux reprendront, les représentants des cheminots feront ce que les leaders de Grenelle se sont gardés de faire, ils claqueront la porte de la salle des négociations...

#### SEGUY A RENAULT

Séguy se rend à l'usine Renault. L'Humanité du 28-5, page 5

« Il s'établit entre lui et l'assemblée une sorte de dialogue. Celle-ci applaudit ce qui la satisfait, proteste pour ce qui est insuffisant...

» Quand il est question de possibilité de récupération selon les cas, cette prétention patronale soulève de vigoureuses protestations. Séguy, souriant en dépit de sa fatigue, calme la tempête: « Selon les cas, a-t-il » été dit. Eh bien, ici, ce n'est pas le cas. » On applaudit et on rit...

» ... Comme nous n'avons jamais lancé de mot d'ordre de grève, il ne saurait pour nous être question de nous substituer aux travailleurs pour lancer un mot d'ordre de reprise. »

Ce récit, style Comtesse de Ségur, n'a qu'un assez lointain rapport avec l'atmosphère de colère qui régnait dans l'usine, et qui était très sensible, même à la

Dans le même numéro de L'Humanité, en page 4, sous le titre « Ce qui a été imposé », on peut lire : « Les journées de travail seront en principe récupérées. »

En conclusion, non seulement la totalité des grévistes repousse ce que la C.F.D.T. appellera « le résultat des négociations », mais « de nouvelles entreprises entrent dans la lutte ».

L'Humanité, 28-5.

Nous allons voir que là où les travailleurs sont très combattifs, les directions syndicales joueront presque les « gauchistes ».

Dans l'éclairage : « La C.G.T. quitte la salle. Nous viendrons lorsque des propositions concrètes seront

A la S.N.C.F.: « Le ministre n'a pas de pouvoirs suffisants pour nous répondre. »

L'Humanité, 29-5.

Mais il est bien évident que si certains secteurs reprennent, le reste du front ouvrier en est affaibli.

Mineurs: il est certain que leur jugement sera influencé par l'état de la lutte dans les autres secteurs de l'économie. »

L'Humanité, 29-5.

Cependant, en ce lendemain de Grenelle, personne n'ose parler trop fort de reprise, et Le Figaro du 28-5 feint de s'interroger :

« Il semble difficile, cependant, d'imaginer à court terme une C.G.T. entièrement débordée. Elle emballera s'il le faut sa monture, comme dit le proverbe, afin de la maîtriser. »

Pompidou s'empresse de réclamer des votes à bulletin secret dans chaque usine : « C'est le seul moyen de connaître la pensée véritable des ouvriers en grève. »

Quant à leur pensée sur l'échelle mobile et les 40 heures, nous avons vu que Pompidou se souciait beaucoup de ne pas la connaître.

Les débuts de cette chronique sont parus dans « Lutte ouvrière » depuis le nº 19.

#### LUTTE OUVRIERE Directeur Publication: Michel Rodinson **ABONNEMENTS:** 6 mois ..... 15 F 1 an ...... 25 F **ABONNEMENTS DE SOUTIEN:** 6 mois ..... 30 F 1 an ..... 50 F Correspondance: M. RODINSON - Initiative Socialiste -54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6° Distribué par les N.M.P.P. - C.P.C. - PARIS